

Résumé de la sixième session de la plate-forme mondiale sur la réduction des risques de catastrophe 13-17 mai 2019

La sixième session de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe (GP2019) s'est tenue au Centre international de conférences à Genève (CICG), du 13 au 17 mai 2019. Elle était organisée par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (ONU-RRC) et le gouvernement de la Suisse sur le thème «Dividende de la résilience: vers des sociétés durables et inclusives».

La GP2019 comprenait deux journées préparatoires suivies de plusieurs journées de dialogues de haut niveau, de tables rondes ministérielles, de séances de travail et de manifestations parallèles, tenues du 15 au 17 mai. Parmi les événements organisés dans et autour de la GP2019 figurent la quatrième Conférence sur la reconstruction du monde; la deuxième Conférence sur l'Alerte précoce multirisque; le Forum des parties prenantes de l'ONU-RRC; et le Forum Science et Politique.

La conférence a mis en exergue la valeur économique, sociale et environnementale de la résilience face aux catastrophes et a permis le partage d'actions pratiques que les pays, les régions et les communautés locales sont en train de prendre pour la prévention et le redressement. Les délégués ont discuté des actions nationales et des possibilités de collaboration internationale pour la réalisation des quatre Priorités et sept Objectifs mondiaux du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (RRC), y compris l'objectif E qui vise à augmenter de manière substantielle le nombre de pays dotés de stratégies nationales et locales de RRC en 2020.

Les décideurs et autres praticiens ont également mis en relief le caractère de plus en plus global et systémique du risque, soulignant la nécessité d'une coopération internationale, ainsi que le rôle de la technologie et des actions concrètes sur le terrain.

La GP2019 a promu les thèmes du genre et de l'inclusion sociale: la moitié des conférenciers et 40% des participants étaient des femmes et plus de 120 personnes handicapées ont assisté à la conférence. Plus de 4 000 participants, dont de nombreux délégués de niveau ministériel, y sont venus de 182 pays. De nombreux forums et manifestations parallèles ont eu lieu autour du lieu principal de la conférence du CICG, organisés par ONU-RRC et ses partenaires, dont, notamment, l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le Programme

des Nations Unies pour le développement (PNUD), des universités et des organisations internationales.

A la réunion, ONU-RRC a publié l'édition 2019 du Rapport d'évaluation mondial, qui fournit un aperçu des progrès accomplis par les pays pour atteindre les Objectifs de Sendai. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a également annoncé son Cadre de gestion des urgences de santé et de gestion des risques de catastrophe (GRC).

Deux cérémonies de remise de prix ont eu lieu au cours de la semaine: le Prix Sasakawa des Nations Unies pour la réduction des catastrophes, récompensant les meilleures initiatives au monde en matière de participation inclusive, accessible et non discriminatoire à la RRC, et le Prix RISK, récompensant des projets exceptionnels dans le domaine de la réduction des risques et la gestion des catastrophes, et fournissant 100 000 euros pour les activités du projet, accordés par la Fondation Munich Re.

La conférence a adopté un Résumé de la réunion, qui comprend des recommandations pour un examen à mi-parcours

Dans ce numéro

Bref historique de la Plateforme mondiale pour la RRC . . .	2
Compte rendu de la sixième session de la Plateforme mondiale pour la RRC	3
Conférence mondiale sur la reconstruction	3
Conférence sur l'alerte précoce multirisque	6
Forum scientifique et politique.	8
Ouverture de la Plateforme mondiale.	11
Dialogues de haut niveau	12
Tables rondes ministérielles	15
Session spéciale sur le leadership des femmes dans la RRC.	16
Séances de travail	17
Événements de clôture	22
Résumé du président.	22
Réunions à venir	23
Glossaire	24

du Cadre de Sendai et pour une intégration totale de la RRC dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).

Le présent compte rendu résume les deux tables rondes ministérielles et les cinq dialogues de haut niveau qui ont eu lieu pendant la semaine, la session extraordinaire sur le leadership des femmes dans le domaine de la RRC, ainsi qu'une sélection de séances de travail et de manifestations préparatoires.

Bref historique de la Plateforme mondiale pour la RRC

Les catastrophes naturelles, telles que les inondations, les sécheresses, les séismes et les tsunamis, deviennent de plus en plus régulières et intenses, exacerbant l'impact sur les populations et les communautés. La situation est aggravée par la mauvaise planification, la pauvreté et divers autres facteurs sous-jacents qui créent des conditions de vulnérabilité qui entravent la capacité de faire face aux catastrophes naturelles. L'action visant à réduire les risques a pris de l'importance dans l'Agenda international et est considérée par beaucoup comme essentielle pour la préservation des efforts de développement durable et la réalisation des ODD.

La RRC englobe toutes les politiques, stratégies et mesures susceptibles de rendre les populations, les villes et les pays plus résistants aux catastrophes et d'en réduire les risques ainsi que la vulnérabilité aux catastrophes. Reconnaisant que les catastrophes naturelles peuvent menacer quiconque de manière inattendue, ONU-RRC s'appuie sur des partenariats et adopte une approche globale de la réduction des catastrophes, en cherchant à impliquer chaque individu et chaque communauté dans la réalisation des objectifs de réduction des pertes en vies humaines, des revers socio-économiques et des dommages environnementaux causés par des catastrophes naturelles. Ce qui suit décrit la mise au point du Programme international de RRC.

Première Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes: La première Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles s'est déroulée à Yokohama (Japon) en 1994 et a vu l'adoption de la Stratégie de Yokohama pour un monde plus sûr et de son plan d'action. La Stratégie de Yokohama a déterminé des directives pour les mesures de prévention, de préparation et d'atténuation des risques de catastrophe. Ces directives étaient fondées sur les principes d'évaluation des risques, de préparation aux, et de prévention des, catastrophes, sur la capacité de prévention, de réduction et d'atténuation des catastrophes et sur l'alerte rapide. La stratégie indiquait également que la communauté internationale devrait partager les technologies pour prévenir, réduire et atténuer les catastrophes, tout en faisant preuve d'une ferme détermination politique dans le domaine de la prévention des catastrophes.

Stratégie internationale de prévention des catastrophes: A sa 54e session en 1999, l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) a décidé d'établir la Stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC), ainsi qu'un Secrétariat

et un Groupe de travail interinstitutionnels sur la prévention des catastrophes (IATF/DR) pour la mise en œuvre de la SIPC (respectivement les résolutions A/RES/54/219 et A/RES/56/195). L'IATF/DR devait notamment organiser des réunions spéciales d'experts sur les questions liées à la prévention des catastrophes.

Deuxième Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes: La deuxième CMPC s'est tenue du 18 au 22 janvier 2005 à Kobe, au Japon. Les 168 États participant à la conférence ont adopté le Cadre d'action de Hyogo pour la période 2005-2015: renforcer la résilience des nations et des communautés face aux catastrophes (CAH) et la Déclaration de Hyogo. La résolution 60/195 de l'Assemblée générale des Nations Unies a entériné le CAH et a engagé les gouvernements dans cinq priorités d'action visant: à faire en sorte que la RRC soit une priorité nationale et locale, avec une base institutionnelle solide pour la mise en œuvre; à identifier, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et à améliorer l'alerte rapide; à utiliser les connaissances, l'innovation et l'éducation pour créer une culture de sécurité et de résilience à tous les niveaux; à réduire les facteurs de risque sous-jacents; et à renforcer la préparation aux catastrophes pour une riposte efficace à tous les niveaux.

Plateforme mondiale pour la RRC: En 2006, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires des Nations Unies a lancé un processus de consultation pour examiner les voies et moyens pratiques de renforcer le système de la SIPC afin d'aider les gouvernements à respecter leurs engagements de mettre en œuvre le CAH. Le processus visait à élargir la participation des gouvernements et des organismes, à mieux faire connaître la prévention des catastrophes et à établir un effort international plus cohérent pour le soutien des activités nationales de prévention des catastrophes. La Plateforme mondiale pour la RRC a été créée en tant que successeur élargi et réformé de l'IATF/DR. Elle devrait servir de forum multipartite principal pour toutes les parties impliquées dans la RRC afin de sensibiliser à la RRC, de partager des expériences et de guider le système de la SIPC.

La première session de la Plateforme mondiale s'est tenue du 5 au 7 juin 2007 à Genève, en Suisse, et a englobé un dialogue de haut niveau sur les défis et opportunités de la RRC, une série d'ateliers sur la RRC en tant que priorité nationale et l'intégration de la RRC dans les ordres du jour sectoriels, et des sessions sur l'évaluation et la mise en œuvre du CAH. A la deuxième session de la Plateforme mondiale, tenue du 16 au 19 juin 2009 à Genève, en Suisse, les participants se sont concentrés sur l'augmentation des investissements dans la RRC, sur la réduction des risques de catastrophe dans un climat en mutation et sur la promotion de la résilience des communautés à travers des mesures préventives. La troisième session de la Plateforme mondiale s'est tenue du 8 au 13 mai 2011 à Genève, en Suisse. Les discussions y ont principalement porté sur la reconstruction et le redressement, sur l'économie de la RRC et sur les synergies avec les programmes internationaux de lutte contre le dérèglement climatique et de développement. La quatrième session de la Plateforme mondiale s'est tenue du 19 au 23 mai 2013 à Genève, en Suisse. Elle a permis d'examiner l'état d'avancement du CAH et d'encourager

l'échange d'informations entre les décideurs, les partenaires de développement, les experts et les praticiens.

Examen à mi-parcours du CAH 2005-2015: L'examen à mi-parcours, publié en mars 2011, a conclu que des progrès étaient accomplis en matière de RRC, en particulier au niveau institutionnel, grâce à l'adoption d'une législation nationale, à la mise en place de systèmes d'alerte précoce et au renforcement de la préparation et de la riposte aux catastrophes. Le document a toutefois exprimé des préoccupations concernant: l'absence d'évaluations systématiques des risques liés à de multiples dangers et de systèmes d'alerte précoce, et l'absence d'une prise en compte des vulnérabilités sociales et économiques; la faible intégration de la RRC dans les politiques et planifications en matière de développement durable aux niveaux national et international; et le niveau insuffisant de mise en œuvre du CAH au niveau local.

Troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la RRC: Cette réunion s'est tenue du 14 au 18 mars 2015 à Sendai, au Japon, et a adopté le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe pour la période 2015-2030. Le Cadre de Sendai vise à obtenir les résultats suivants au cours des 15 prochaines années: réduction substantielle des risques de catastrophe et des pertes en vies humaines, en moyens de subsistance et en santé, ainsi que des pertes en actifs économiques, physiques, sociaux, culturels et environnementaux des personnes, des entreprises, des communautés et des pays. Cela doit être réalisé à travers quatre priorités d'action (comprendre les risques de catastrophe, renforcer la gouvernance des risques de catastrophe, investir dans la RRC, et améliorer la préparation aux catastrophes pour une riposte efficace et «Bâtir en mieux» dans les domaines du redressement, de la réhabilitation et de la reconstruction), afin d'atteindre un ensemble de sept Objectifs mondiaux.

Cinquième session de la Plateforme mondiale: La cinquième session de la Plateforme mondiale pour la RRC s'est tenue du 24 au 26 mai 2017 à Cancún, au Mexique, sur le thème «De l'engagement à l'action», à laquelle ont assisté plus de 5 000 délégués issus de plus de 170 pays. La cinquième session était la première à se tenir après l'adoption du Cadre de Sendai pour la RRC pour la période 2015-2030 à la troisième Conférence mondiale sur la RRC, en mars 2015. L'un des principaux résultats de la réunion a été la publication du Communiqué de haut niveau de Cancún, issu d'un Forum des leaders tenu à huis clos. Sous le thème «Assurer la résilience des infrastructures et des logements», le Communiqué s'engage notamment à mettre en œuvre le Cadre de Sendai pour la RRC 2015-2030 en cohérence avec les Objectifs de développement durable, avec l'Accord de Paris sur le changement climatique et avec le nouvel Agenda urbain; et à promouvoir un développement urbain axé sur l'être humain, sensible au genre, accessible et résilient, apte à soutenir l'ensemble de la société, y compris les personnes vulnérables, pauvres et marginalisées. La cinquième session a également publié un Résumé du Président, qui aborde les domaines d'actions prioritaires qui ont émergés de la réunion. Le Résumé du Président a été transmis à la session de juillet 2017 du Forum politique de haut niveau placé sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies, à New York.

Plateformes régionales: Les organismes intergouvernementaux régionaux ont de plus en plus la responsabilité de suivre les activités de réduction des risques à travers l'organisation d'une série de plateformes régionales multipartites pour la RRC. Des réunions régionales ont eu lieu au Canada, en Inde, en Finlande, à Maurice, au Mexique et en Turquie.

La sixième session de la Plateforme régionale africaine et la cinquième Réunion de haut niveau sur la RRC ont eu lieu à Balaclava, Maurice, du 22 au 25 novembre 2016. Du 22 au 24 novembre, la Plateforme régionale africaine s'est réunie pour améliorer la compréhension des risques de catastrophe, rehausser la gouvernance des risques de catastrophe, accroître la résilience nationale et régionale, améliorer la préparation aux catastrophes et relier le Cadre de Sendai sur la RRC à l'Afrique, par le biais d'un Programme de travail africain. La cinquième réunion de haut niveau sur la RRC s'est tenue le 25 novembre et a adopté les conclusions de la Plateforme. Les ministres et représentants de haut niveau y ont examiné et approuvé le Programme d'action pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la RRC 2015-2030 en Afrique et la Déclaration de Maurice sur la mise en œuvre du Cadre de Sendai en Afrique.

Cinq plateformes régionales et infrarégionales pour la RRC ont eu lieu en 2018 en préparation de la sixième Plateforme mondiale, accueillie par les gouvernements de l'Arménie, de la Colombie, de l'Italie, de la Mongolie et de la Tunisie.

Compte rendu de la sixième session de la Plateforme mondiale pour la RRC

Conférence mondiale sur la reconstruction

La quatrième Conférence mondiale sur la reconstruction (CMR4) s'est déroulée du 13 au 14 mai sous le thème «Inclusion pour un redressement résilient». Cet aperçu de la CMR4 comprend les plénières d'ouverture et de clôture et une sélection des 16 sessions parallèles qui y ont eu lieu.

Dans son allocution de bienvenue, Maria Luisa Silva, Directrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a déclaré que l'attention de la CMR4 sur le redressement inclusif s'appuyait sur les éditions précédentes de la Conférence, où l'accès à tous était reconnu comme crucial.

Sameh Wahba, Directrice du Groupe de la Banque mondiale, a cité les groupes sociaux plus susceptibles d'être laissés pour compte, notamment: les personnes âgées; les personnes handicapées; les personnes qui vivent dans des régions éloignées; certains groupes de femmes; et ceux qui vivent dans la pauvreté. Mami Mizutori, Sous-secrétaire générale (ASG) et Représentante spéciale du Secrétaire général (RSSG) pour la Réduction des risques de catastrophe, et Cheffe du Bureau des Nations Unies pour la Réduction des risques de catastrophe (ONU-RRC), a déclaré que les efforts de reconstruction après une catastrophe pourraient être considérés comme des opportunités de corriger les inégalités dans les sociétés. Asako Okai, ASG, PNUD, a

déclaré que, si les gouvernements nationaux ont fait de grands progrès au cours de la dernière décennie, une meilleure inclusion sociale dans les processus de redressement reste nécessaire. Carl Hallergard, Chef de délégation adjoint de l'UE à Genève, a fait remarquer que le redressement nécessitait une approche globale de la société.

Séance plénière d'ouverture: Le Conférencier principal, Pinarayi Vijayan, ministre en chef du Kerala, Inde, a évoqué les efforts déployés pour le redressement de la situation après les inondations du Kerala d'août 2018. Setsuko Saya, du Cabinet nippon, a déclaré qu'un accent sur l'inclusion devrait être intégré dans toutes les politiques de redressement, et a souligné la nécessité de soutenir ceux qui prennent soin des personnes vulnérables. Edward Ndopu, défenseur des personnes handicapées et défenseur des Objectifs de développement durable (ODD) du Secrétaire général de l'ONU, a déclaré qu'il était nécessaire de reconstruire les attitudes de la société à l'égard des personnes les plus à risque.

Répondant aux questions du public, les orateurs ont ensuite abordé la nécessité: d'identifier les laissés pour compte; de faire en sorte que les personnes handicapées puissent être entendues dans les espaces de prise de décision; et de reconnaître les caractéristiques uniques du redressement et de la reconstruction dans les zones sortant d'un conflit.

Séance thématique: Veiller à l'inclusion des personnes déplacées dans le processus de redressement: Les intervenants ont souligné que les programmes descendants sans appropriation locale ne fonctionnent pas. Au lieu de cela, ils ont plaidé en faveur d'une planification participative impliquant les communautés déplacées ainsi qu'en faveur de l'inclusion dans le profilage et la recherche des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Sur ce dernier point, un orateur a déclaré que des résultats importants sont souvent révélés par des comparaisons de groupes de population et des études analytiques sur «la population et le lieu». Un autre intervenant a souligné la nécessité de garantir les droits fonciers et le régime de logement avant que les catastrophes ne se produisent, et a reconnu les difficultés de la mise en œuvre intégrée des approches dans des environnements politiques ardues.

Séance plénière: Inclusion des personnes handicapées: Le Président Ian Cristoplos a souligné la nécessité de s'éloigner de la catégorie vague et large de «groupes vulnérables» et de dialoguer avec les partenaires locaux qui travaillent avec les personnes

handicapées. Md Mohsin, du Bangladesh, chargé de la gestion des catastrophes et des secours en cas de catastrophe, a parlé des bonnes pratiques en matière de prévention des décès suite aux cyclones et aux inondations. Khil Bahadur, un homme du Népal atteint de déficience visuelle, a décrit son expérience avec l'aide fournie par le PNUD pour la reconstruction de son logement suite au séisme de 2015. Alexandra Ocles, Secrétaire nationale à la gestion des risques en Équateur, a évoqué les politiques mises en place pour protéger les personnes handicapées depuis le séisme de 2016. Midori Hirano, Présidente de Disabled Peoples' International, Japon, a parlé de la nécessité de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils respectent leurs engagements à protéger les personnes handicapées.

Séance thématique: Favoriser l'inclusion sociale par la culture dans la reconstruction et le redressement des villes: Les participants à cette séance ont anticipé les défis simultanés de l'urbanisation rapide, de l'augmentation des catastrophes liées au climat et des conflits armés. Les intervenants du Groupe de la Banque mondiale et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont ensuite présenté un document de synthèse commun proposant un cadre culturel pour la reconstruction et le redressement des villes, soulignant que les villes sont des édifications culturelles et que la culture doit être à la fois un atout et un outil de reconstruction urbaine. Des conférenciers du Japon et des Philippines ont partagé leurs expériences pour tirer parti de la culture et du patrimoine culturel à la suite, respectivement, du séisme de Kumamoto et du conflit dans la région de Marawi.

Séance plénière: Inclusion contre exclusion - les risques et opportunités: Margaret Arnold, Groupe de la Banque mondiale, a modéré cette plénière. Babagana Umara Zulum, Gouverneur de l'État de Borno, au Nigéria, a parlé de l'exclusion en tant que cause fondamentale de la crise de Boko Haram dans le nord-est du Nigéria et a déclaré que les communautés devraient être les principales actrices et bénéficiaires du redressement de la région.

Kiyoshi Murakami, ville de Rikuzentakata, au Japon, a évoqué le plan de reconstruction inclusif de sa ville mis en place à la suite du tsunami de 2011, soulignant que cette insistance sur l'inclusion avait été inspirée par «la philosophie des Objectifs de développement durable».

Mino Ramarosan, Commission Huairou, a exhorté les groupes de Femmes de la base communautaire à participer à la préparation aux catastrophes et au processus de redressement,



Performance de yodel suisse à la cérémonie d'ouverture de la WRC4



Conférencier invité **Pinarayi Vijayan**, premier ministre du Kerala, Inde

soulignant la nécessité de tirer parti de leur expertise unique et de répondre à leurs besoins.

Pablo Suarez, Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, a modéré un atelier interactif avec le public, au cours duquel les participants se sont répartis en petits groupes pour discuter des obstacles et des opportunités en matière de RRC, avant de rédiger des questions à l'intention des conférenciers.

Les orateurs ont répondu aux questions posées sur la manière d'élaborer un plan de reconstruction inclusif. Charlotte V. McClain-Nhlapo, Groupe de la Banque mondiale, a résumé les différentes présentations et a clôturé la session.

Séance thématique: Reconstruire en mieux et redressement inclusif pour les petits États insulaires: Au cours de cette discussion, les conférenciers des Caraïbes et du Pacifique ont souligné que leurs pays étaient non seulement les plus vulnérables aux aléas naturels, mais qu'ils étaient également en première ligne du changement climatique. Les conférenciers ont également commenté le rapport de la Banque mondiale de 2018 intitulé «Reconstruire en mieux: renforcer la résilience grâce à une reconstruction post-catastrophe plus forte, plus rapide et plus inclusive». Un intervenant a souligné que le terme «Reconstruire en mieux» devait être examiné plus en profondeur, en tenant compte des caractéristiques spécifiques des Petits États insulaires en développement (PEID), tels que les environnements à risques multiples, qui peuvent nécessiter des compromis entre les trois objectifs de construction «plus fortes», «plus rapides» et «plus inclusives». Un autre orateur a souligné que «Reconstruire en mieux» doit être adopté plutôt à titre préventif que comme intervention après une catastrophe. D'autres orateurs ont parlé de difficultés rencontrées dans la concrétisation de cet objectif en travaillant avec des gouvernements et des ONG

ayant des capacités limitées ou lorsque les femmes de la base communautaire sont exclues du processus de reconstruction. Les orateurs ont également relevé des difficultés dans l'aide des plus vulnérables lorsqu'ils travaillaient dans un contexte de législation obsolète en matière de régime foncier ou de logement.

Séance thématique: Comment des données ventilées peuvent-elles soutenir l'inclusion? Des conférenciers d'organismes internationaux, d'ONG, de l'Inde et de la région du Pacifique ont convenu qu'à moins que les opérations de prévention des catastrophes et de secours puissent comprendre «la forme d'un problème» au moyen de données, elles ne sauraient ni par où commencer ni si des progrès ont été réalisés. Plusieurs intervenants ont évoqué la nécessité de collecter des données ventilées avant que les crises ne se produisent afin de garantir l'efficacité des efforts de redressement, car les données collectées pendant les situations d'urgence risquent d'être moins fiables. La discussion a reconnu les obstacles méthodologiques posés à la prise en compte des populations marginalisées dans la collecte de données, tels que la nécessité d'investir du temps et de l'expertise dans l'identification des bonnes catégories de données et de prendre en compte les inégalités et les vulnérabilités spécifiques au contexte. Un orateur a présenté le programme de réduction des risques de handicap mis en place en 2016 à Kerala, en Inde, qui avait permis d'éviter le décès de personnes handicapées lors des inondations survenues dans la région en 2018.

Séance plénière de clôture: La séance plénière de clôture a mis l'accent sur l'inclusion en tant que droit pour tous. La modératrice, Maitreyi Bordia Das, du Groupe de la Banque mondiale, a noté que la CMR4 avait consisté non seulement en sessions officielles, mais également en des échanges d'idées informels.



Ocles a décrit diverses politiques mises en place dans son pays pour garantir les droits de toutes les personnes touchées par une catastrophe, citant des plans d'urgence diffusés dans les langues autochtones.

Asif Saleh, BRAC International, Bangladesh, a déclaré que son pays avait considérablement amélioré sa préparation aux catastrophes, faisant passer le nombre de victimes de cyclones de 350 000 en 1970 à 191 en 2009. Il a attribué cette amélioration, en partie, au rôle joué par les ONG dans la création de passerelles entre les autorités publiques et les communautés.

Fatou Sow Sarr, Université de Dakar, au Sénégal, a mis en garde contre les politiques de riposte aux catastrophes qui aggravent les inégalités existantes, en ignorant par exemple les perspectives des femmes et des personnes handicapées.

Toshizo Ido, Gouverneur de la préfecture de Hyogo au Japon, a évoqué l'impact inégal des séismes sur les personnes âgées et les personnes handicapées, et a souligné plusieurs politiques mises en œuvre au Japon pour les aider à évacuer leurs foyers. Les conférenciers ont ensuite répondu aux questions de l'auditoire sur la création de relations efficaces avec les communautés et sur l'élimination des obstacles culturels ou comportementaux posés à l'aide dans les situations de catastrophe.

Bernice Van Bronkhorst, Groupe de la Banque mondiale, a signalé que plus de 2 000 participants avaient assisté à la Conférence. Elle s'est félicitée des «perspectives nuancées» qui avaient émergé de la discussion sur les goulots d'étranglement et les bonnes pratiques en matière de redressement inclusif.

Dans sa déclaration de clôture, M. Okai a appelé à prendre l'inclusion «au-delà du symbolisme», en investissant par exemple dans des associations communautaires. Leonard-Emile Ognimba, ASG, Groupe d'États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), a souligné les engagements positifs pris tout au long de la Conférence en faveur de l'objectif de la résilience inclusive.

Parlant au nom de Mizutori, Ricardo Mena, ONU-RRC, a répété qu'investir dans l'inclusion devait être un effort à long terme et multiforme. Van Bronkhorst a ensuite annoncé la publication d'un communiqué conjoint des organisateurs, à savoir la Banque mondiale, le PNUD, ONU-RRC et la Commission européenne, sur les principaux résultats de la Conférence.

Conférence sur l'alerte précoce multirisque

La deuxième Conférence sur l'alerte précoce multirisque (MHEWC-II) s'est tenue au siège de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) à Genève, les 13 et 14 mai. La Conférence s'est concentrée sur les progrès accomplis dans la réalisation de l'Objectif G du Cadre de Sendai concernant un accès accru aux systèmes d'alerte précoce multirisque (SAP).

Petteri Taalas, Secrétaire général de l'OMM, a mis en exergue les principales conclusions de l'édition 2018 du Rapport sur l'état du climat dans le monde, et a rappelé aux participants le risque accru de catastrophes dans les années à venir, qui connaîtront une hausse des températures dans le monde. Il a souligné l'importance de l'approche multirisque des SAP dans l'adaptation future au changement climatique. Plusieurs intervenants ont souligné son importance pour faire face aux aléas tels que la sécheresse et les événements hydrologiques.

Mussa Mustafa, de l'Institut national de météorologie du Mozambique, a parlé des enseignements tirés des récents cyclones Idai et Kenneth. Mustafa a déclaré que les systèmes d'alimentation et de communication avaient vite fait de s'effondrer et que les communautés s'en sont trouvées isolées. Il a déclaré qu'il était urgent de rétablir les capacités d'alerte précoce, de renforcer la résilience des interventions institutionnelles et de former les communautés locales qui jouent souvent un rôle important dans les interventions en cas de catastrophe.

Un deuxième groupe de discussion s'est concentré sur «Le dernier kilomètre», à savoir le dernier maillon de la chaîne de



G-D: **Asif Saleh**, BRAC International, Bangladesh; **Alexandra Ocles**, Ministre de la gestion des risques de catastrophes, Équateur; **Maitreyi B. Das**, Groupe de la Banque mondiale; **Toshizo Ido**, gouverneur de la préfecture de Hyogo au Japon; et **Fatou Sow Sarr**, Université de Dakar, Sénégal



G-D: Amb. **Léonard Emile Ognimba**, ASG, ACP; **Asako Okai**, ASG, PNUD; **Bernice Van Bronkhorst**, Groupe de la Banque mondiale; et **Ricardo Mena**, UNDRR

communication du SAP avec les communautés locales. Les conférenciers y ont évoqué la mise en place de partenariats efficaces avec des sociétés de satellites et le Programme alimentaire mondial (PAM), qui sont en train d'apporter des solutions prédéfinies aux communautés confrontées aux catastrophes, en proposant des formations, en renforçant les capacités et en améliorant la bande passante Internet. Plusieurs conférenciers ont également souligné la nécessité cruciale de s'associer aux membres des communautés locales afin d'améliorer la communication au sein de leur communauté et d'aider à la cartographie des ressources.

Les conférenciers ont par ailleurs discuté de l'importance de la prise en compte de facteurs temporels lors de catastrophes telles que les tremblements de terre, au cours desquels les secondes sont essentielles, ainsi que de la nécessité d'améliorer la technologie cellulaire et satellitaire pour le SAP, à travers des partenariats avec des sociétés de satellites et des fournisseurs de réseau mobile.

Au cours de l'après-midi du premier jour, une table ronde s'est tenue sur le renforcement du lien entre l'alerte précoce et l'action rapide (APAR) au moyen de prévisions basées sur l'impact (PBI). L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a diffusé une vidéo intitulée *dzuds* décrivant comment son système d'alerte précoce contre les phénomènes météorologiques hivernaux en Mongolie a permis de prédire les zones à haut risque et de permettre la préparation de fourrage pour le bétail touché. Les conférenciers ont souligné l'intérêt d'agir avant que des zones ne deviennent vulnérables, soulignant que cet objectif peut être mieux atteint avec des PBI.

Les conférenciers ont parlé de l'importance d'améliorer la collecte d'informations et de données, de procéder à une diffusion efficace de l'information afin de stimuler les actions précédentes, de s'appuyer sur les savoirs locaux et de faire appel à des volontaires de la communauté pour collecter et diffuser des informations.

Après des discussions en petits groupes, les conférenciers se sont concentrés sur les besoins spécifiques et sur les obstacles posés à un lancement adéquat des alertes précoces. Les conférenciers ont cité des exemples de gouvernements et d'organisations qui ont agi trop tard en matière d'information, par exemple en ne prévoyant pas les risques prévus pour la sécurité alimentaire tant qu'ils n'ont pas atteint le niveau de famine. Les conférenciers ont estimé qu'une solution pourrait être que les

décideurs et les donateurs donnent la priorité au financement d'actions précoces, soulignant que «pour sauver des vies, nous devons être plus à l'aise avec l'incertitude». Ils ont souligné que plutôt que d'être trop technique, la communication devait être mieux adaptée au public cible, de manière à inciter à l'action.

Le dernier groupe de discussion de l'après-midi du premier jour a été consacré au rôle de la science, des technologies et de l'innovation. Les conférenciers y ont présenté des technologies spécifiques aux SAP pour une variété de catastrophes. Tous les intervenants ont parlé de l'importance de la cartographie, du Big Data et de l'apprentissage automatique pour l'amélioration des capacités du SAP. Beaucoup se sont concentrés sur le passage à une approche multi-risques, par exemple les risques multiples liés aux tremblements de terre, par delà des dégâts causés par les secousses, pour inclure les pertes potentielles dues aux glissements de terrain. Les conférenciers ont conclu en demandant une amélioration de la collecte de données, en particulier dans les zones où les données sont rares, par le biais de la recherche participative et de la collaboration, soulignant qu'une plus grande disponibilité des données conduirait à des alertes plus efficaces.

Rendre les systèmes d'alerte précoce (SAP) multi-risques:

Des conférenciers de l'Indonésie, du Chili et de plusieurs autres organismes ont souligné l'importance d'une bonne communication interinstitutionnelle et entre les institutions et le public. Plusieurs intervenants ont souligné que la communication publique devait être simple et pratique à l'usage, et éviter toute confusion éventuelle, sauvant ainsi davantage de vies. Certains ont mentionné que l'adhésion du gouvernement et son soutien au SAP étaient la clé du succès, ajoutant que ces systèmes devaient être innovants et bien entretenus pour pouvoir faire face aux catastrophes futures. Deux experts d'organismes intergouvernementaux ont souligné que la mise en place du système d'alerte précoce devait prendre en compte la possibilité d'impacts en cascade des aléas.

Les conférenciers ont énuméré quelques difficultés à résoudre pour rendre les SAP multirisques: les contraintes financières et en ressources humaines; l'accent mis sur l'innovation technologique par rapport à l'innovation sociale et au savoir traditionnel; et le manque d'investissements dans le matériel d'observation.

Une conférencière de l'Indonésie a déclaré que l'un des écueils posés à la transition vers un système d'alerte précoce multirisque, était la confusion potentielle et le manque de confiance de la part



Dwikorita Karnawati, Indonésie

du public. Par exemple, a-t-elle dit, un citoyen pourrait recevoir des alertes du SAP concernant à la fois des impacts d'un raz-de-marée et d'un tsunami, mais il est laissé ainsi à se demander à quel message il doit répondre et quelle action il doit entreprendre. Plusieurs conférenciers ont conclu qu'il était essentiel de «bien communiquer» pour adopter une approche multirisque.

Mesurer l'efficacité du SAPMR: Laouan Magagi, Ministre nigérien de l'aide humanitaire et de la gestion des risques de catastrophe, a prononcé un discours liminaire sur la mesure de l'efficacité des systèmes d'alerte précoce multirisque (SAPMR) et a souligné en particulier le retour sur investissement de la mise en œuvre de tels systèmes. Au Niger, a-t-il déclaré, les inondations sont en train de devenir courantes, en plus des épisodes de sécheresse réguliers, et le SAP est largement axé sur les agriculteurs. Magagi a déclaré qu'avec un SAP, le secteur agricole pouvait augmenter son potentiel de revenus grâce à une meilleure planification des risques. Des intervenants de la République démocratique du Congo, du Népal et des institutions financières internationales ont appuyé ces déclarations sur les économies de coûts, en calculant le retour sur investissement des SAP. Beaucoup ont affirmé qu'il était nécessaire que le gouvernement adhère aux SAP pour le financement et la réussite de ces systèmes.

Gouvernance du SAPMR: Cette table ronde a rassemblé de nombreux représentants de gouvernements nationaux et régionaux qui ont réitéré la nécessité d'une coordination et d'une collaboration accrues entre les institutions et le public, les universités et les différentes parties prenantes. Les conférenciers ont rappelé aux participants que la messagerie devait être simple et pertinente et que les destinataires devaient pouvoir comprendre quelle action on attend d'eux.

Dwikorita Karnawati, Indonésie, a souligné l'importance du décret du gouvernement national pour une meilleure implication de toutes les institutions dans la coordination du SAP et a annoncé un décret qui sera signé sous peu, plutôt sur un SAPMR que sur un simple SAP sur les tsunamis. Fatiman Alher Wariou, du Niger, a parlé de la valeur des systèmes d'alerte communautaires et des savoirs traditionnels et de la nécessité de les intégrer dans la planification du SAP par les gouvernements

locaux et nationaux. Wariou a mis en exergue l'implication cruciale des femmes qui font souvent face aux risques et à leur gestion, affirmant que ces systèmes, pour réussir, doivent prendre en compte le rôle des femmes et des savoirs traditionnels.

Le dernier débat a porté sur la désignation des mécanismes essentiels, afin que le public reçoive les informations les plus opportunes sur les dangers. Les conférenciers ont déclaré que la gouvernance et la coordination sont importantes mais qu'elles doivent être souples car chaque aléa est différent et a des impacts différents.

A la séance de clôture du mardi, les modérateurs ont présenté les enseignements tirés et les points saillants de chaque groupe de discussion. Ania Grobicki, du Fonds vert pour le climat, a réitéré l'importance de la participation communautaire pour «transformer le dernier kilomètre en un premier kilomètre». Elle a demandé aux participants d'appuyer la reconstitution du Fonds, de manière à pouvoir continuer à financer les SAP et les plans d'adaptation au climat nationaux. Taalas a détaillé son intention de renforcer l'importance du SAP dans les futures réunions sur le climat et le prochain Congrès de l'OMM, soulignant qu'on n'en a «pas fini avec l'histoire» du SAP, car il est essentiel pour l'adaptation au climat.

Forum scientifique et politique

Le Forum s'est déroulé du 13 au 14 mai dans la salle de l'Assemblée de l'Office des Nations Unies à Genève. Ouvrant la réunion, le Modérateur Andrew Revkin, de la National Geographic Society, a invité les intervenants à faire part de leurs points de vue sur la façon dont le monde peut éviter le syndrome consistant à ignorer les alertes scientifiques jusqu'à ce qu'un désastre se produise.

Mami Mizutori, SGA et SRSG pour la réduction des risques de catastrophe, et chef de l'ONU-RRC, a exhorté les participants à atteindre des publics autres que la communauté de la RRC, et a souligné la valeur potentielle d'une combinaison des approches universitaires avec les savoirs traditionnels et autochtones.

Flavia Schlegel, Conseil scientifique international, a souligné la nécessité de travailler de manière interdisciplinaire, de réunir



Petteri Talas, Secrétaire général de l'OMM (au centre), avec les participants de la deuxième Conférence sur l'alerte précoce multirisques



Jacqueline McGlade, University College London et Université de Maasai Mara, Kenya, et **Andrew Revkin**, National Geographic Society

les sciences naturelles et sociales et d'encourager le travail de jeunes scientifiques.

Jacqueline McGlade, de l'University College London et de l'Université Maasai Mara, au Kenya, a encouragé les processus de gouvernance délibérative afin de mieux planifier et mettre en œuvre les mesures à prendre après une catastrophe, notamment pour offrir aux petits exploitants et aux agriculteurs la possibilité de produire de la nourriture au lendemain d'une catastrophe. Elle a souligné le potentiel de la promotion de l'accès des communautés aux données de l'observation de la Terre par le biais d'initiatives telles que les rapports du Partenariat Gouvernemental Ouvert et de l'Avenir de l'Environnement Mondial (GEO) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Des groupes de discussion ont ensuite eu lieu sur la Feuille de route mondiale pour la science et la technologie, sur le plaidoyer en faveur de meilleures données et sur la nécessité d'une terminologie scientifique cohérente sur les risques.

S'agissant de la Feuille de route, Rajib Shaw, Président du Groupe consultatif scientifique et technologique (GCST), a expliqué que son objectif était de fournir des orientations à la communauté scientifique et technologique pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai. D'autres intervenants ont expliqué le processus d'élaboration de la Feuille de route et présenté les travaux des différents GCST régionaux visant à promouvoir les quatre priorités du Cadre de Sendai, à savoir la compréhension des risques de catastrophe, le renforcement de la gouvernance des risques de catastrophe, l'investissement dans la RRC pour la résilience et le dispositif Reconstruire en mieux (REM).



Mami Mizutori, RSSG pour la réduction des risques de catastrophe, et **Flavia Schlegel**, Envoyée spéciale du Conseil scientifique international (ISC) pour la science dans la politique mondiale

Plusieurs intervenants ont souligné les travaux réalisés dans le cadre du programme décennal de Recherche intégrée sur les risques de catastrophe, y compris la publication de sept documents de travail. Jörgen Sparf, du groupe européen Science et technologie (GCST-E), a annoncé la publication en ligne des «Défis socio-économiques et des données», disponible sur le portail Web de la Prévention.

Muhammad Dimiyati, Ministère indonésien de la recherche, de la technologie et de l'enseignement supérieur, a présenté les expériences et les réalisations de l'Indonésie en matière d'utilisation des données pour la réduction des risques de catastrophe. Il a présenté six directives de politique générale du Président indonésien, Joko Widodo, qui permettent de fonder la planification du développement sur la réduction des risques de catastrophe et d'accroître considérablement la participation des universitaires à la prévision des menaces et des impacts des catastrophes. Il a souligné la création, par le Gouvernement indonésien, d'un portail de données sur les risques de catastrophe.

Ailsa Holloway, de l'Université de Stellenbosch, a présenté les résultats d'une enquête qui a identifié 24 programmes universitaires sur les risques de catastrophe en Asie et en Afrique, 79% d'entre eux se déroulant dans des pays à haut risque de catastrophe. Elle a appelé à un soutien financier accru pour les femmes travaillant dans des situations de risques de catastrophes et pour l'intégration de programmes de risques de catastrophes dans les départements de sciences humaines des universités.

D'autres intervenants ont évoqué la nécessité de produire et d'utiliser «des données qui comptent» et de communiquer ces données dans le cadre d'une stratégie délibérée au sein d'initiatives de RRC. Les participants ont parlé: de la manière dont les données peuvent être utilisées pour promouvoir la responsabilité, en particulier en ce qui concerne l'action contre le dérèglement climatique; le besoin de volonté politique; et les étapes nécessaires pour passer des données à l'action.

Lors d'une séance sur la terminologie relative aux risques, Virginia Murray, Public Health England, a annoncé qu'un sondage en ligne sera ouvert de juin à juillet 2019, afin de permettre aux scientifiques de contribuer à l'élaboration d'une terminologie cohérente. Wenjian Zhang, SGA, OMM, a décrit les efforts déployés par l'OMM pour améliorer la précision et la portée des prévisions à long terme. Noboru Takamura, de l'Université de Nagasaki, a décrit les essais de l'Université sur les champignons nucléaires et la création d'une «carte du champignon» pour déterminer les niveaux de rayonnement, ainsi que sa liaison avec les membres de la communauté d'un village touché par la catastrophe nucléaire de Fukushima, un an après l'événement.

D'autres orateurs ont affirmé la nécessité d'une terminologie cohérente en matière de risques et ont donné des exemples de son utilité. Les participants ont examiné la nécessité de disposer de données «hyper-locales» et de l'échelle du risque, et ont fait part de préoccupations quant aux «déserts en matière de données» dans les pays pauvres, où de nombreuses personnes peuvent ne pas avoir accès aux équipements numériques, soulignant que les méthodes traditionnelles de collecte de données sont toujours nécessaires.

À la fin de la journée, l'éditeur Elsevier a lancé une nouvelle revue en libre accès, «Progress in Disaster Science», qui contiendrait, selon ses explications, des recherches originales



Katja Samuel, Directrice, Sécurité mondiale et Gestion des catastrophes, a modéré la session sur la technologie au service de la RRC.

et des commentaires évalués par des pairs et rédigés par des rédacteurs invités.

Technologie pour la réduction des risques de catastrophe (RRC): Mardi, Katja Samuel, directrice de Global Security and Disaster Management Limited, a modéré la session. Les conférenciers y ont parlé des énormes possibilités offertes par la technologie, mais également des vulnérabilités créées par les nouvelles technologies et la dépendance croissante de la société à leur égard. L'Union internationale des télécommunications a, par exemple, signalé que seulement 20% des déchets électroniques étaient traités de manière appropriée, et a appelé à la transition vers une économie circulaire dans laquelle «l'exploitation minière urbaine» permettra de récupérer les minéraux et les matériaux nécessaires.

Les orateurs ont parlé du rôle des plateformes dans le comblement du fossé entre diverses communautés de recherche et développement engagées dans l'élaboration de systèmes de cartographie et d'observation de la Terre, et pour réunir les institutions de RRC et les développeurs de technologies. Ils ont estimé que, bien que la technologie puisse être utilisée pour promouvoir la résilience, certaines technologies particulières, telles que les téléphones portables ou les systèmes de paiement électronique, ne sont pas nécessairement conçues pour être résilientes. L'un des intervenants a cité l'exemple d'un incendie dans un immeuble à Séoul, en République de Corée, qui avait largement perturbé les réseaux informatiques et provoqué la défaillance de la sécurité électronique et des systèmes de paiement en ligne.

Répondant aux questions des participants, les conférenciers ont souligné que l'inégalité mondiale en matière d'utilisation des technologies numériques était un problème important à régler. Un orateur a évoqué la possibilité d'utiliser les capacités numériques pour quantifier la valeur de l'infrastructure publique pour les entreprises, suggérant que cela pourrait ouvrir la possibilité de «personnaliser le risque» et inciter ainsi le financement du secteur privé à améliorer l'infrastructure publique.

La science et la technologie au service de la résilience - Vers des sociétés durables et inclusives: Shuaib Lwasa, du World Resources Institute, a présidé la session et Revkin a modéré les discussions.

Les intervenants ont évoqué des exemples d'actions nationales, notamment le projet de recherche multidisciplinaire de Cuba qui évaluait la vulnérabilité des zones côtières, et la plateforme nationale japonaise pour la RRC.

América Santos Riveras, Vice-ministre de la Science et de la Technologie de Cuba, a décrit l'évolution de la politique de RRC dans son pays, des plans de gestion des catastrophes à la RRC en 2005, puis en 2015, à l'intégration de l'évaluation des risques futurs. Les mesures politiques, a-t-elle déclaré, ont notamment consisté à interdire la construction de nouveaux bâtiments dans des zones très vulnérables et à reboiser «au maximum» pour protéger les ressources en sol et en eau.





G-D: **Shaila Shahid**, Mécanisme d'engagement des parties prenantes de l'UNDRR; **Laura Tuck**, vice-présidente du développement durable du GBM; **Manuel Bessler**, Agence suisse pour le développement et la coopération; **Mami Mizutori**, RSSG pour la RRC; **Petteri Taalas**, SG, OMM; et **Fekitamoeloa Katoa 'Utoikamanu**, Secrétaire général adjoint, UN-OHRLLS

Toshio Koike, Directeur du Centre international de gestion des risques liés à l'eau, a présenté la Plateforme nationale japonaise pour la RRC, qui relie le gouvernement local, les entreprises, l'industrie et la société civile. Cette plateforme est présidée par le Premier Ministre.

D'autres intervenants ont souligné la nécessité de relier chaque étape consécutive de l'action de RRC pour éviter une défaillance de la mise en œuvre, ainsi que pour actualiser et appliquer des normes de construction sûres dans les pays en développement.

En conclusion de la session, les orateurs ont convenu de la nécessité d'améliorer l'efficacité du dialogue entre science et politique. Le Forum s'est terminé mardi à midi.

Ouverture de la Plateforme mondiale

Mots de bienvenue: Mercredi matin, les Coprésidents ont ouvert les travaux, de la réunion de haut niveau de trois jours, de la sixième session de la Plateforme mondiale pour la RRC (GP2019). La Coprésidente, Mami Mizutori, SGA et RSSG pour la réduction des risques de catastrophe, et cheffe de l'ONU-RRC, a souligné que le Cadre de Sendai élargissait le groupe de représentants de la RRC à l'ensemble de la société. Le Coprésident, Manuel Bessler, de l'Agence du développement et de la coopération, a décrit l'histoire de la Suisse dans le domaine de la RRC et de la résilience, affirmant que, l'investissement dans la RRC a un prix, mais que les résultats sont rentables à long terme.

Petteri Taalas, Secrétaire général de l'OMM, a déclaré que les SAP sont le moteur de la RRC. Laura Tuck, Groupe de la Banque mondiale, a appelé à des solutions intégrées et inclusives pour atteindre les Objectifs communs du Cadre de Sendai, des ODD et de l'Accord de Paris.

Fekitamoeloa Katoa 'Utoikamanu, Secrétaire générale adjointe et Haute représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLLS), a décrit les résultats de la quatrième réunion des praticiens de l'Initiative pour la résilience des petits États insulaires en développement (IRPEID), qui a eu lieu du 13 au 14 mai.

Shaila Shahid, Mécanisme d'engagement des parties prenantes de l'ONU-RRC, a déclaré que la résilience du système financier mondial ne devrait pas se faire au détriment des communautés locales.

Ouverture officielle: Une cérémonie d'ouverture de 45 minutes a eu lieu à la mi-journée. Elle a débuté par une vidéo sur le thème «verrouiller la résilience» et une dramatisation en direct des Objectifs du Cadre de Sendai par la troupe 'Theatre Breaking Through Barriers'.

Michael Møller, Directeur général du Bureau des Nations Unies à Genève, a affirmé que la réunion était axée «sur la mise en œuvre», soulignant que la réalisation du Programme 2030 ne serait possible que si la RRC était intégrée dans toutes les activités.

Manuel Sager, Secrétaire d'État et Directeur général de la Direction du développement et de la coopération, a relaté les succès remportés par la Suisse en matière de développement,



Lors de la cérémonie d'ouverture, les acteurs de la troupe Theatre Breaking Through Barriers ont présenté une représentation dramaturgique des objectifs du Cadre de Sendai, soulignant l'importance de l'objectif E pour l'élaboration de stratégies nationales et locales en matière de RRC.



G-D: **Nazhat Shameem Khan**, Fidji; **Mami Mizutori**, RSSG pour la RRC; et **Aromar Revi**, directeur de l'Institut indien des établissements humains

grâce à ses investissements historiques visant à accroître les terres arables dans ses plaines inondables, tout en assurant la gestion des risques dans les zones de montagne, permettant ainsi le développement de son industrie touristique. Il a informé les délégués que le Résumé de la Présidence sur les résultats de la GP2019 sera soumis à la session de juillet 2019 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN).

Dans un message vidéo, Amina J. Mohammed, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, a souligné que joindre les forces pourrait permettre de tirer un énorme «dividende de la résilience» des solutions fondées sur la nature et sur la technologie.

Jayathma Wickramanayake, Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse, a exhorté les dirigeants à exploiter le potentiel des jeunes générations et à répondre à leurs appels à l'action.

Mizutori a mis en exergue le lancement du Système de suivi du Cadre de Sendai pour faciliter l'élaboration des rapports sur les Objectifs du Cadre de Sendai et l'existence du mécanisme de participation des parties prenantes de l'ONU-RRC.

Lancement du Rapport d'évaluation mondial: Après la cérémonie d'ouverture, Nazhat Shameem Khan, représentant permanent des Fidji, a présenté le plan de redressement pour 2019, soulignant que le rapport incitait les lecteurs à réfléchir à la pluralité des risques et avertissant que le monde s'approchait du seuil au-delà duquel il ne sera peut-être plus possible de réparer les risques systémiques et en cascade dans le système global.

Mizutori a présenté les principales conclusions, signalant que le rapport fournit une première mise à jour sur les progrès accomplis par les gouvernements concernant les sept Objectifs du Cadre de Sendai. Elle a attiré l'attention sur les risques liés à l'urbanisation non planifiée, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Aromar Revi, Directeur de l'Institut indien des établissements humains, a commenté le rapport, soulignant que les effets du réchauffement planétaire de plus de 2 ° C sont inconnus et qu'ils pourraient entraîner «une explosion des risques». Il a appelé à la mise en œuvre des cinq «agendas critiques» contenus dans les Objectifs de développement durable, l'Accord de Paris sur le climat, le Cadre de Sendai, le Programme d'action d'Addis-Abeba et le Nouveau programme urbain, soulignant que les processus ascendants peuvent fournir la vitesse et l'échelle nécessaires à la réalisation de ces Agendas de manière intégrée,

étant donné qu'il reste moins de 4 000 jours pour atteindre les Objectifs du Cadre de Sendai d'ici 2030.

Dialogues de haut niveau

Progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai - Perspectives mondiales et régionales: La modératrice Beatrice Marshall, présentatrice de nouvelles au Kenya, a ouvert le dialogue et présenté les cinq plateformes régionales pour la RRC qui ont eu lieu en 2018. Dans sa déclaration liminaire, Malini Mehra, Directrice générale, GLOBE International, a présenté des statistiques sur le nombre croissant de catastrophes qui ont entraîné le déplacement de quelque 265 millions de personnes depuis 2008, soit plus de trois fois plus que celles causées par les conflits. Elle a appelé à s'attaquer non seulement aux risques naturels, mais également aux risques anthropiques découlant des technologies telles que l'intelligence artificielle et la géo-ingénierie. Kirsi Madi, ONU-RRC, a en outre commenté l'impact des catastrophes dans le déplacement de millions de personnes et le coût de 500 milliards de dollars pour les économies du monde entier.

Marshall a présenté le groupe des conférenciers représentant les plateformes régionales. Ulziisaikhan Enkhvuvshin, Vice-Premier Ministre de la Mongolie, a résumé l'accent mis par la plateforme de sa région sur l'infrastructure résiliente et le développement fondé sur les risques. Feliks Tsolakyan, Ministre arménien des Situations d'urgence, a souligné la nécessité de réduire les risques pour promouvoir le développement des infrastructures. Edoardo Rixi, Ministre italien des Transports et des Infrastructures, a annoncé la création d'une coalition régionale chargée de débattre de la sécurité des infrastructures et des risques émergents tels que les menaces à la cyber-sécurité.

Walid Doudech, Représentant permanent de la Tunisie, a mis en exergue deux déclarations ministérielles régionales et l'accent mis sur un financement dédié à la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Eduardo José González Angulo, Directeur général de l'Unité nationale de gestion des risques de catastrophes en Colombie, a mis en exergue les travaux menés dans son pays et sa région sur la protection financière et la réduction de la vulnérabilité financière face aux catastrophes. La séance s'est achevée avec l'appel des conférenciers à une collaboration à tous les niveaux pour que les Objectifs du Cadre de Sendai soient atteints avec succès.

Avancées dans les Stratégies nationales et locales de RRC (Cible E): Chandran Nair, Fondateur et Directeur général



Malini Mehra, directeur général, GLOBE International



Vue de la salle pendant le dialogue de haut niveau sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du cadre de Sendai

du «Global Institute for Tomorrow», a modéré la session de mercredi. Dans sa déclaration liminaire, Puan Maharani, Ministre du développement humain et des affaires culturelles de l'Indonésie, a souligné l'intérêt de son pays à coopérer avec d'autres pays en matière de gestion des catastrophes, par le biais de la conduite de recherches et d'études conjointes et en renforçant les capacités des communautés locales, notant qu'il restait moins d'un an pour atteindre la Cible E du Cadre de Sendai.

Asako Okai, SGA, PNUD, a félicité les pays qui ont rendu compte des progrès réalisés en matière de RRC aux niveaux national et local et a souligné la difficulté de mener des consultations multipartites pour élaborer des stratégies de RRC entièrement contrôlées par le gouvernement et les parties prenantes.

Akihiro Nakamura, Vice-ministre de la coordination des politiques, Cabinet du Japon, a présenté un aperçu de la politique de RRC dans son pays, signalant que les 1 700 autorités locales ont toutes élaboré leurs propres stratégies de RRC. Il a souligné qu'il est important de veiller à ce que les plans nationaux d'aménagement du territoire soient compatibles avec ces stratégies.

Anna Giacometti, Maire de Bregaglia, en Suisse, a décrit les mesures prises en matière de RRC, après les glissements de terrain d'août 2017 qui ont tué huit personnes et déplacé les 1 500 habitants de sa commune. Elle a détaillé les mesures de préparation mises en œuvre depuis, notamment des améliorations des systèmes hydrauliques, du système d'alerte rapide et un plan d'urbanisme déterminant les zones dangereuses.

Ronald Jackson, Directeur exécutif de l'Agence de gestion des catastrophes et des situations d'urgence des Caraïbes, a décrit l'utilisation d'outils de diagnostic pour définir les priorités d'action de l'ensemble du gouvernement en matière de RRC, qui sont ensuite transformées en programmes de travail des pays. Il a indiqué que les 18 États membres de l'Agence peuvent accéder à des financements fondés sur l'élaboration d'un «cheminement stratégique» vers la contribution des ressources.

Fatimetou Abdel Malick, Présidente du Conseil régional de Nouakchott, en Mauritanie, a déclaré que l'urbanisation entraînait un risque accru et que, par conséquent, le rôle des gouvernements locaux était plus important que jamais pour assurer la cohésion sociale à travers la planification économique et l'aménagement

du territoire. Elle a souligné que la croissance durable et inclusive dépendra des économies locales et de l'autonomisation des autorités locales et régionales.

Investissement des secteurs public et privé tenant compte des risques: Davis Eades, Directeur de Allday Media, a modéré ce dialogue et a invité des ministres de la République dominicaine et de la Zambie, des représentants du Pacte mondial des Nations Unies et de l'Agence japonaise d'exploration aérospatiale (JAXA), ainsi que le Président du promoteur immobilier SM Prime à partager leurs expériences en matière d'investissement tenant compte des risques.

Hiroshi Yamakawa, Président de la JAXA, a décrit le travail de l'Agence avec le consortium 'Sentinel Asia' dans la coordination de l'observation de la Terre, fournissant des images des zones touchées par une catastrophe pour l'appui des interventions d'urgence et des données sur les précipitations pour l'alerte précoce. Il a souligné que le défi principal consistait à concevoir des systèmes conjointement avec les utilisateurs finaux.

Isidoro Santana, Ministre de l'Économie, de la Planification et du Développement de la République dominicaine, et Sylvia Chalikosa, ministre au Bureau du Vice-président de la Zambie, ont souligné l'importance des cadres politiques et des partenariats, tels que les normes pour des bâtiments résistants au climat.

Les conférenciers ont discuté de la manière de surmonter la priorité accordée par le secteur privé aux profits plutôt qu'à la résilience. Hans Sy, SM Prime, a cité sa pratique consistant à consacrer 10% de ses investissements dans le développement de la résilience, et son travail avec le Conseil national de la résilience des Philippines sur la collaboration avec les habitants des zones de peuplement informel de la région métropolitaine de Manille, afin de réduire les risques pour la sécurité. Sandra Wu, Pacte mondial des Nations Unies, a déclaré prévoir un monde de «transparence radicale», les investisseurs exigeant davantage de données sur la manière dont les entreprises traitent les questions environnementales, sociales et de gouvernance.

Aris Papadopoulos, Fonds d'action pour la résilience, a déclaré que contrairement à SM Prime, la plupart des promoteurs immobiliers résidentiels et commerciaux légers ne sont pas des constructeurs à long terme mais cherchent généralement à revendre les édifications dans les trois ans. Il a appelé à inviter «le segment de l'économie qui crée le risque» aux discussions de la Plateforme mondiale. Chalikosa a souligné le double défi de la corruption et de l'application des politiques et normes existantes, et a évoqué les efforts de la Zambie en matière de lutte contre le charbon de bois en promouvant des sources d'énergie alternatives et en replantant des arbres et du bambou. Santana a souligné la nécessité de renforcer la confiance dans les institutions publiques.

Ne laisser personne de côté - Investir dans l'action locale et autonomiser les personnes les plus à risque: Veronica Pedrosa, journaliste, a ouvert ce dialogue et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a présenté une vidéo montrant que de nombreuses personnes sont «laissées pour compte» lorsque les gouvernements créent des plans de réduction des risques.

Elhadj As Sy, Secrétaire général de la FICR, a encouragé la prise en compte de la dignité humaine dans la RRC, en accordant la priorité au «dernier kilomètre» de l'intervention humanitaire

et en renforçant la confiance entre les gouvernements et les communautés locales avant la survenue des catastrophes.

Kerryann Ifill, Président du Groupe consultatif sur les personnes handicapées, CARICOM, a rappelé aux participants que des politiques de sensibilisation, d'éducation et d'accessibilité en matière de RRC devaient être établies avant les catastrophes. Alexandra Ocles, Secrétaire nationale à la gestion des risques en Équateur, a exposé en détail les priorités de son pays concernant les personnes handicapées par le biais de lois régissant l'accessibilité et des opportunités d'emploi.

Nella Canales, de l'Institut de l'environnement de Stockholm, a décrit des solutions financières innovantes telles que l'assurance indicielle pouvant fournir un financement aux communautés après une catastrophe. Mohamed Béavogui, Directeur général d'African Risk Capacity, a convenu que l'assurance indicielle peut être utile pour combler le déficit de financement lorsque l'aide humanitaire post-catastrophe est retardée. Ifill a ajouté que les pays à revenu intermédiaire, tels que certains pays des Caraïbes, pourraient ne pas bénéficier de l'aide humanitaire, signalant que près de 40% des ménages de la Dominique sont encore en réparation, deux ans après un ouragan.

Thomas Helfen, ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, a reconnu que les fonds des donateurs devraient être disponibles plus rapidement après une catastrophe et a appelé à l'octroi d'une plus grande attention au lien entre fragilité, conflit et violence liée à la RRC, signalant que plus de la moitié des décès après une catastrophe surviennent dans les 30 États les plus fragiles du monde. Deepak Malik, 'HelpAge International', a rendu compte des résultats d'une étude qui indiquent un manque d'attention aux personnes âgées dans la RRC, et a encouragé la collecte et l'analyse de données.

En conclusion, Pedrosa a présenté les résultats d'un sondage électronique sur l'opinion des participants au sujet des personnes qui devraient diriger les efforts visant à atteindre les laissés pour compte, indiquant que plus de 50% des participants y ont estimé que la responsabilité devait incomber aux gouvernements.

Poursuite de la cohérence entre le Cadre de Sendai, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris: Ce dialogue a été modéré par Audrey Aumua, de la Communauté du Pacifique, qui a qualifié le travail visant à assurer la cohérence entre le Cadre de Sendai, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris de «poursuite du Saint Graal». Elle a souhaité en apprendre davantage sur la façon dont une approche intégrée peut renforcer la réduction de la vulnérabilité et de la pauvreté.

Norbert Barthle, Ministre fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, a déclaré que les trois Agendas partageaient le même objectif, qui est de lutter contre les effets néfastes des catastrophes naturelles et du dérèglement climatique, et a mis en garde que des incohérences politiques seraient coûteuses.

Javier Abugattás Fatule, Président du Centre national de planification stratégique du Pérou, a souligné l'importance de la prise en compte du contexte local dans la recherche de la cohérence, ainsi que de la combinaison d'une planification à long terme et d'une urgence à court terme.

Minata Samate-Cessouma, Union africaine, a déclaré que l'ODD 9 (infrastructures résilientes, industrialisation durable et

innovation), l'ODD 11 (villes durables), l'ODD 13 (action pour le climat) et l'Article 8 de l'Accord de Paris (pertes et dommages), se rapportent à la RRC, et a décrit certains des efforts de l'Union africaine visant à assurer la cohérence entre ces Agendas ainsi qu'avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Koko Warner, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a souligné le potentiel catalytique des prochaines étapes de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, telles que le Sommet pour l'action sur le climat, en septembre 2019, et un exercice d'inventaire mondial, en 2023.

Okai a déclaré que le PNUD s'emploie à intégrer le potentiel de catastrophe et de risque climatique dans ses programmes de développement, donnant l'exemple d'un programme mené aux Îles Salomon pour une agriculture résiliente au climat. Elle a indiqué qu'il existait une grande synergie entre développement durable, changement climatique et RRC et que le principe consistant à ne laisser personne de côté pouvait favoriser la cohérence. Barthle a indiqué que le gouvernement allemand travaillait également sur une approche globale en matière de lutte contre le changement climatique et de RRC, à travers la création d'une nouvelle initiative multipartite visant à intégrer les Objectifs du Cadre de Sendai dans les politiques et stratégies des gouvernements nationaux.

Abugattás a signalé que les provinces de son pays comprennent le mieux leur géographie et leurs risques uniques. Ainsi, le Plan d'action national de Gestion des risques de catastrophe (GRC) intègre les plans provinciaux. Au sujet des redondances potentielles résultant d'un trop grand nombre d'accords sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe, il a déclaré: «Pour nous, il n'y a qu'un accord, c'est le Programme 2030», ajoutant que le Pérou s'emploie à intégrer ces priorités dans l'ensemble du gouvernement. Samate-Cessouma a décrit le Plan d'action de RRC pour le continent africain, signalant que des objectifs supplémentaires uniques à la région y ont été ajoutés, et que des correspondants nationaux ont été formés pour assurer le suivi et la communication des progrès accomplis qui seront bientôt mis à disposition en ligne. Elle a ajouté qu'ils sont en train de sensibiliser le secteur privé sur le changement climatique et la RRC, ainsi que sur les questions connexes que sont le déplacement forcé, les réfugiés et les rapatriés.



Des conférenciers du dialogue de haut niveau sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du cadre de Sendai

Répondant aux questions et clôturant la séance, les intervenants ont évoqué les efforts nationaux en matière de déchets plastiques au Rwanda, le découplage de la production et de la consommation par le biais de politiques nationales, ainsi que l'importance de l'inclusion et de l'écoute des valeurs des peuples autochtones.

Tables rondes ministérielles

RRC, changement climatique et Objectifs de

développement durable: Mizutori a ouvert cette table ronde en soulignant l'importance de coordonner la mise en œuvre de la RRC avec les plans nationaux d'adaptation, à la lumière de l'impact des événements extrêmes causés par le changement climatique. Tarja Halonen, ancienne Présidente de la Finlande, a félicité les ministres pour leur suivi efficace des progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Cadre de Sendai, et les a exhortés à intensifier leurs actions en matière de lutte contre le changement climatique.

De nombreux ministres ont souligné les impacts des changements climatiques auxquels leurs pays sont confrontés, tels que les incendies de forêt, la fonte des glaciers et la sécheresse extrême, certains demandant l'assistance financière et technique de la communauté des donateurs. Le Ghana a rappelé aux participants la corrélation négative entre pauvreté et résilience aux catastrophes. Le Portugal a mis en exergue son programme «Safe Village, Safe People» qui vise à décentraliser certains aspects de la RRC et à mobiliser les communautés locales pour qu'elles y jouent un rôle actif.

La Zambie a signalé des progrès dans la gestion des catastrophes au niveau communautaire, l'assurance agricole et l'agriculture intelligente face au climat. La Roumanie a attiré l'attention sur la nécessité d'une éducation citoyenne face aux nouveaux types d'événements météorologiques extrêmes, ajoutant qu'une application mobile a été déployée pour transmettre alertes et messages éducatifs. La République de Corée a annoncé que 171 gouvernements locaux avaient participé à une campagne visant à intégrer les risques de catastrophe dans leurs plans de développement urbain.

L'Italie a présenté des plans visant à accroître la sensibilisation culturelle aux risques de catastrophe, notamment dans les

écoles. Le Botswana a mis en exergue les partenariats entre le gouvernement et les opérateurs de téléphonie mobile, qui ont amélioré la diffusion des messages d'alerte rapide auprès des citoyens du pays.

Le représentant du Canada a signalé que son pays se réchauffait à un rythme deux fois supérieur à la moyenne mondiale et qu'il a élaboré un plan d'action intégrant l'ensemble des pouvoirs publics, des parties prenantes et de la société civile. La Colombie a déclaré que la protection des écosystèmes était une stratégie efficace pour faire face aux catastrophes naturelles. La Banque mondiale a annoncé un financement direct de 50 milliards de dollars pour l'adaptation et la résilience, un nouvel ensemble de paramètres permettant d'aider les pays à renforcer leur résilience, ainsi que ses travaux sur des questions intersectorielles telles que le rôle des services écosystémiques dans la lutte contre le changement climatique et les objectifs de la gestion des risques de catastrophe. L'OMM a encouragé la mise en œuvre de l'Accord de Paris, soulignant qu'un réchauffement climatique de plus de 2 ° C exacerberait les catastrophes.

Investissements tenant compte des risques et de l'économie de la RRC: Mizutori a ouvert la table ronde et a exhorté le secteur privé à intégrer la RRC dans les modèles économiques. Raymund Furrer, Secrétaire d'État aux Affaires économiques de la Suisse, a averti que le renforcement de la résilience nécessitait des fonds importants, de sources publiques et privées.

Le conférencier principal, Mauricio Cárdenas, ancien Ministre des Finances de la Colombie, a proposé que les ministères des Finances créent des stratégies de financement public pour les catastrophes.

La Malaisie a annoncé la création de cartes de risques complètes parallèlement à un engagement accru du secteur privé. Le Ghana a déclaré que les fonds privés sont essentiels pour combler les déficits de fonds publics, citant les investissements du secteur privé dans l'assainissement et la gestion des déchets dans sa capitale.

La Nouvelle-Zélande a décrit un projet de résilience multipartite lancé après le séisme de 2016 à Kaikoura. La Jamaïque a souligné les difficultés rencontrées par les PEID pour allouer des fonds pour les imprévus en cas de catastrophe. Le



Tarja Halonen, ancienne présidente de la Finlande (centre)



Les participants à la table ronde ministérielle discutant de la RRC, du changement climatique et des ODD

Niger a parlé de son recours à une assurance panafricaine contre les risques.

L'Allemagne a déclaré que l'investissement public dans la résilience et le financement anticipé des risques assurent un développement économique stable. L'Inde a souligné la nécessité de meilleurs mécanismes garantissant que les investissements sont informés des risques.

La Bolivie a déclaré que les investissements intersectoriels doivent inclure les considérations de RRC. La Turquie a décrit un projet visant à améliorer la résilience des habitations, des hôpitaux et des écoles. La Somalie a attiré l'attention sur ses 2,6 millions de déplacés intérieurs, résultat d'une combinaison de catastrophes naturelles et de catastrophes causées par l'homme. L'UE a souligné que des investissements à l'épreuve des risques constituent une priorité à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières.

La Zambie a décrit son Cadre national de gestion des risques de catastrophe. Le Népal a souligné la nécessité d'améliorer l'accès au savoir-faire approprié permettant de promouvoir la RRC. Le Mozambique a annoncé la création de son Bureau du redressement et de la reconstruction après une catastrophe, chargé d'évaluer les pertes liées aux deux cyclones récents. L'Uruguay a signalé qu'il a établi des plans de RRC à tous les niveaux gouvernementaux. Madagascar a signalé sa vulnérabilité aux cyclones et son besoin d'aide. Le représentant des Fidji a déclaré que les PEID du Pacifique ont besoin de davantage d'assistance en raison de leur isolement et de leur vulnérabilité.

Les États-Unis ont annoncé l'adoption de leur loi de 2018 sur la Reprise après sinistre. La Palestine a déploré les difficultés de la coopération en matière de RRC dans sa région, en raison de problèmes politiques. Les Pays-Bas ont accueilli avec satisfaction la nouvelle Commission mondiale sur l'adaptation et le travail de

son partenaire en gestion, le Centre mondial pour l'adaptation. La Norvège a appelé à une approche de la RRC reposant sur l'ensemble de la société. Le Nigéria a décrit son Plan directeur national d'infrastructure intégrée. La Finlande a souligné l'importance de disposer de données de meilleure qualité et plus accessibles pour la gestion des risques. La Mongolie a déclaré que les investissements du secteur privé dans la RRC sont encouragés.

Session spéciale sur le leadership des femmes dans la RRC

Tarja Halonen, ancienne Présidente de la Finlande, a présidé cette session extraordinaire. Dans son allocution d'ouverture, Mizutori a raconté son expérience en tant que femme chef de file dans la création de villes résilientes au Kenya, et a déclaré que les femmes sont essentielles pour atteindre la cible E du Cadre de Sendai.

Wan Azizah Wan Ismail, Vice-Premier Ministre de Malaisie, a souligné la vulnérabilité des femmes lors des catastrophes, affirmant, à titre d'exemple, que quatre fois plus de femmes que d'hommes avaient trouvé la mort lors du tsunami de 2004. Elle a décrit les efforts déployés par la Malaisie pour éliminer les politiques discriminatoires et pour donner plus de pouvoir aux femmes dans la RRC.

Saber Hossain Chowdhury, membre du Parlement du Bangladesh, a déclaré que son pays était le premier pays en matière d'égalité des genres parmi les nations de l'Asie du Sud et que cela a été un moteur essentiel du développement économique général du pays.

Tuck a déclaré que les organisations internationales devraient exiger l'intégration d'une perspective de genre dans tous les investissements et programmes.



La tribune de la session extraordinaire sur le leadership des femmes dans la RRC. G-D: **Saber Hossain**, membre du Parlement du Bangladesh; **Laura Tuck**, vice-présidente du développement durable de la Banque mondiale; Tarja Halonen, ancienne présidente de la Finlande; **Mami Mizutori**, RSSG pour la RRC; **Minata Samate Cessouma**, Commissaire aux affaires politiques de l'Union africaine; et **Dolores Devesi**, OXFAM, Îles Salomon.

Samate-Cessouma a parlé des efforts de son organisation pour la promotion de la parité hommes-femmes dans la RRC, malgré les entraves culturelles parfois rencontrées.

Dolores Devesi, Oxfam, Îles Salomon, a appelé à la lutte contre les inégalités structurelles qui désavantagent les femmes et à un meilleur suivi des indicateurs de genre dans la RRC.

Séances de travail

Édition 2019 du Rapport d'évaluation mondiale: Mercredi, Ricardo Mena, ONU-RRC, a présenté le Rapport. McGlade a déclaré que «la dégradation de l'environnement est un tueur silencieux implacable», et a attiré l'attention sur les risques systémiques étendus du changement climatique et sur les impacts du développement excessif. Elle a déclaré que la pollution de l'air est l'une des principales causes de maladies non transmissibles et que les effets en cascade de la pollution de l'air, de l'eau et des produits chimiques constituent un défi de notre époque.

Roger Pulwarty, de la National Oceanic and Atmospheric Administration, a souligné que le REM de 2019 rend compte des risques systémiques de danger, d'exposition et de vulnérabilité. Il a annoncé des rapports et des recherches à venir sur la complexité des liens entre la sécheresse et les catastrophes, la sécurité et les conflits. Kamal Kishore, de l'Instance nationale de gestion des catastrophes (INGC) en Inde, a souligné le succès de son pays dans la gestion des risques de catastrophe, soulignant que cette approche avait permis de réduire de 96% la mortalité causée par le récent cyclone Fani.

Juan Pablo Sarmiento, Université internationale de Floride, a encouragé la responsabilité collective et l'action visant les phénomènes climatiques composés. Mandisa Kalako-Williams, Afrique du Sud, a fait état des progrès réalisés par les pays en matière de communication sur les Objectifs de Sendai. Elle a rappelé aux participants qu'ils devraient analyser l'accessibilité des politiques de RRC pour les membres de la communauté locale.

Les conférenciers ont reconnu que les sites les plus éloignés du centre des catastrophes avaient tendance à recevoir moins d'attention. Les conférenciers ont conclu que cette tendance peut

exacerber les inégalités et devrait être abordée dans le prochain REM.

Mise en œuvre du Cadre de Sendai: Timothy Wilcox, ONU-RRC, a présenté la modératrice, Marcie Roth, Directrice générale du Partenariat pour des stratégies intégrées de prévention des catastrophes. Mena a présenté les données recueillies à partir du Système de suivi du Cadre de Sendai, un outil grâce auquel les États membres rendent compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Il a indiqué que: des données ventilées montrent que les catastrophes affectent de manière disproportionnée les pays africains et asiatiques à faible revenu et que les États membres communiquent le plus souvent sur les Objectifs A (réduire considérablement la mortalité globale liée aux catastrophes) et B (réduire considérablement le nombre de personnes touchées dans le monde), l'Objectif A affichant le plus de progrès au niveau mondial. Kishore a déclaré qu'il y avait des chances de voir les Objectifs A, E (augmenter substantiellement le nombre de pays dotés de stratégies nationales et mondiales de RRC d'ici 2020), F (améliorer substantiellement la coopération internationale avec les pays en développement d'ici 2030) et G (augmenter substantiellement la disponibilité de l'accès aux SAPMR et aux informations et évaluations des risques de catastrophe pour les populations, d'ici à 2030) être atteints d'ici la date butoir, et que les approches à risque unique ne devraient pas être écartées, car elles sont parfois utiles.

Mohamed Hassaan Felfel Abdelsameaa, Égypte, a déclaré que l'Égypte était principalement vulnérable aux catastrophes climatiques ayant un impact sur le développement économique, et a présenté la nouvelle stratégie égyptienne en matière de RRC.

Martha Herrera González, CEMEX, a décrit les différentes stratégies de la société en matière de développement durable, telles que les partenariats avec le secteur public et la société civile, et les projets de transformation des communautés urbaines. María Verónica Bastías, Réseau mondial d'organisations de la société civile pour la prévention des catastrophes, a présenté «Vues de première ligne», un examen indépendant des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la RRC, qui a suscité les réactions d'organisations de plus de 50 pays.



Une vue de l'une des séances de travail très suivies.

Débloquer le dividende de la résilience: Emily Wilkinson, de l'Overseas Development Institute, a modéré la séance, l'abordant par une question sur la manière dont la communauté de la RRC peut inciter le secteur privé à investir dans la résilience.

Bärbel Kofler, Commissaire du gouvernement fédéral pour la politique des droits de l'homme et l'aide humanitaire, en Allemagne, a mis en exergue le travail du Partenariat mondial 'InsuRésilience' pour le financement et les solutions d'assurance liés au climat et aux catastrophes, qui propose des assurances aux populations les plus vulnérables du monde. Faisant état de l'ampleur croissante des besoins humanitaires dans le monde, elle a déclaré qu'agir plus tôt contribuerait à créer un système humanitaire plus efficace.

Shaun Tarbuck, PDG de la Fédération internationale des coopératives et mutuelles d'assurance, a cité des exemples de travaux axés sur la résilience, tels que ceux de MBA, premier fournisseur mondial de micro-assurance, qui couvre 18 millions de personnes et qui présente des prestations à 140 000 centres communautaires aux Philippines, fournissant 5 millions de dollars par an pour des investissements sociaux.

Wang Yingzi, ministre chinois du Logement et du Développement urbain et rural, a mis en exergue le projet pilote chinois de 30 villes résilientes, fondé sur l'amélioration des systèmes d'égouts et la capture et l'épuration des eaux pluviales, financé par des obligations gouvernementales, des investissements du secteur privé et des dons des citoyens. Elle a également décrit les mesures prises pour renforcer les bâtiments anciens selon une norme antisismique.

Juillet Moyo, Ministre du Gouvernement local, des Travaux publics et du Logement national au Zimbabwe, a mis en exergue les efforts visant à intégrer la résilience dans la planification

économique nationale, sur la base d'une intensification de la production alimentaire et animale à petite échelle, de la sécurité nutritionnelle et de moyens de subsistance durables.

Kate Levick, E3G, a évoqué le plan d'action de la Commission européenne sur le financement durable, une feuille de route conçue pour canaliser environ 180 milliards d'euros d'investissements supplémentaires dans la réalisation des objectifs climatiques. Alex Mung, Forum économique mondial, a souligné que les risques à forte incidence et à probabilité élevée sont principalement liés au climat et à la biodiversité, et qu'ils ne «perdront pas de leur importance» dans le futur. Plusieurs intervenants ont convenu que la RRC était une bonne affaire sur le plan commercial, et Kofler a mis en exergue la nécessité de préserver les moyens de subsistance ainsi que les vies, en planifiant par exemple suffisamment de temps pour le



G-D: **Alex Mung**, Forum économique mondial; **Kate Levick**, PDG, Environnementalisme de troisième génération; et **Shaun Tarbuck**, directeur général, ICMIF

déplacement du bétail vers des lieux sûrs. Tarbuck a cité des exemples de stratégies d'investissement telles que les obligations qui visent la réduction du gaspillage alimentaire et la construction d'infrastructures vertes.

La santé dans toutes les stratégies de GRC: Emily Chan, Université chinoise de Hong Kong, a modéré cette session jeudi après-midi. Le conférencier principal, Jaouad Mahjour, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a annoncé le lancement du cadre de gestion des urgences de santé et de gestion des risques de santé de l'OMS, qui préconise une approche multipartite du lien entre santé et RRC.

Raed Arafat, du Ministère de l'intérieur de la Roumanie, a décrit un projet pilote intégrant la santé dans les plans nationaux de préparation aux catastrophes et comprenant des lois détaillées sur les soins médicaux d'urgence.

Ciro Ugarte, Organisation panaméricaine de la santé (OPS), a fait valoir que les résultats pour la santé sont également une conséquence des investissements et des politiques dans d'autres secteurs que celui de la santé publique. Sur la base du suivi régional assuré par l'OPS, il a signalé que les personnes les plus performantes sont celles qui adoptent une approche multisectorielle de la santé et de la préparation aux catastrophes.

Vinya Ariyaratne, du Sarvodaya Shramadana Movement, au Sri Lanka, a décrit comment cette organisation de base communautaire et professionnelle soutient la GRC en formant des premiers intervenants à la fourniture des premiers secours et du soutien psychologique, soulignant le récent travail d'assistance aux victimes des récents attentats terroristes de Colombo.

Marco Becerril, du groupe des Enfants et des Jeunes, a fait remarquer que c'est la jeunesse qui subira les conséquences du succès ou de l'échec des pays dans la réalisation du Cadre de Sendai.

Virginia Murray, de Public Health England, a déclaré que le Cadre de gestion des risques pour les urgences de santé et les catastrophes, de l'OMS, représente un changement de paradigme, passant d'une riposte à un seul événement à une approche réactive basée sur les risques et une approche proactive contre tous les risques.

Des participants ont fait part de leurs préoccupations concernant les attaques contre le personnel de santé dans les zones de conflit, l'externalisation des réponses d'urgence au secteur privé et les défis liés au renforcement des capacités des systèmes de santé susceptibles d'être submergés par des situations d'urgence telles que l'épidémie d'Ebola. Ugarte a souligné que la participation de la communauté est essentielle à la protection des agents de santé. Arafat a suggéré que, selon la situation, le personnel médical avait parfois besoin d'une protection militaire et que cette dernière pouvait être utile pour le transport et la remise des fournitures indispensables. Il a fait état de la croissance des services commerciaux d'intervention d'urgence, qui, a-t-il dit, ne devraient pas être autorisés à accéder aux fonds publics et concurrencer les prestataires du secteur public, citant l'expérience de la Roumanie dans la lutte couronnée de succès contre ce problème devant la Cour constitutionnelle.

Déplacements dus aux catastrophes et RRC: Jeudi après-midi, Andrew Harper, de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), a indiqué que le changement climatique deviendrait le principal facteur de déplacement de population dans un avenir proche et lointain, et a appelé à la mise en place d'infrastructures pour répondre aux futures perturbations.

Walter Kaelin, de la Plateforme sur les déplacements en cas de catastrophe, a prononcé un discours liminaire soulignant que la collecte de données et les politiques doivent prendre en compte le risque accru de déplacements provoqués par une catastrophe. Tasneem Siddiqui, de l'Université de Dhaka, a déclaré que le Bangladesh souffrait d'un manque de cohérence entre les politiques relatives au climat, à la migration, à la RRC et à la ville, ainsi que du nombre considérable de personnes déplacées à la suite de catastrophes.

Jessica López Mejía, Bureau des affaires intérieures du Mexique, a déclaré que les politiques inclusives devaient être fondées sur les droits de l'homme et sur l'amélioration de la résilience des communautés locales.

Kamal Abou Jaoudé, gouverneur de la Bekaa (Liban), a parlé des pressions exercées par les personnes déplacées sur les communautés d'accueil, soulignant que les 1,5 million de Syriens entrés au Liban représentaient un tiers de la population libanaise et que le chômage et la pénurie d'eau ont considérablement augmenté depuis. Guleid Artan, Directeur de l'Autorité intergouvernementale pour le développement - Centre de prévision et d'application climatiques, au Kenya, a déclaré que l'Afrique du Nord-Est n'avait pas de cadre juridique complet pour traiter les migrations transfrontalières dans le contexte de catastrophes naturelles. Les problèmes liés aux conditions dans lesquelles les migrants sont autorisés à rester ou à rentrer, a-t-il affirmé, doivent encore être réglés.

Les conférenciers ont ensuite discuté des bonnes pratiques en matière de déplacement provoqué par une catastrophe, telles que des initiatives permettant aux chercheurs des pays voisins de collaborer à la collecte de données et d'impliquer les personnes déplacées dans la planification des politiques dans les régions hôtes. Ils ont également entendu les interventions de deux jeunes femmes originaires des Philippines et d'Indonésie, qui se sont inspirées de leur propre expérience pour discuter des lacunes des décideurs. Celles-ci incluaient, ont-elles déclaré, le besoin vital de mieux accueillir les personnes ayant des besoins particuliers et le respect des coutumes locales dans les refuges. Prenant la parole, les représentants de la France, des Philippines et de l'Arabie saoudite, entre autres, ont exprimé leur volonté de donner la priorité à la lutte contre les déplacements de population à la suite de catastrophes.

Assurer la coordination dans l'élaboration et la mise en œuvre des Stratégies nationales de réduction des risques et des Plans nationaux d'adaptation (PAN): Le modérateur Nazhat Shameem Khan a ouvert la session en appelant à une



Ciro Ugarte, PAHO et Virginia Murray, Santé publique Angleterre



Des intervenants à la séance de travail sur «Assurer la coordination dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales de réduction des risques et de PAN». G-D: **Hana Hamadalla Mohamed**, président du groupe d'experts des pays les moins avancés; **Emmanuel Guzman**, Commission du changement climatique, Philippines; et **Nazhat Shameem Khan**, Fidji.

discussion concrète qui devrait aider à la détermination des obstacles posés à la coordination des efforts fournis dans le domaine de la RRC et de l'adaptation au climat. Daniela Jacob, auteure principale chargée de la coordination du Rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), a exposé certaines des conclusions du Rapport spécial du GIEC sur le réchauffement de la planète à 1,5 ° C, à savoir: que les politiques doivent prendre en compte le climat actuel et ce qui va arriver dans le futur; qu'il n'y a plus de contradictions entre les programmes de développement durable, de la RRC et de la lutte contre le dérèglement climatique; et que la communauté internationale doit de toute urgence «combler le fossé» entre l'adaptation au changement climatique et la RRC.

Hana Hamadalla Mohamed, Coprésidente du Groupe d'experts des pays les moins avancés (PMA), a décrit la manière dont l'organisation offrait une assistance technique et financière aux PMA, en matière d'adaptation au climat, et la façon dont elle promouvait la cohérence en associant un grand nombre d'organisations aux Plans d'action nationaux (PAN) et au Programme 2030. Emmanuel de Guzman, Secrétaire général de la Commission des changements climatiques, aux Philippines, a présenté plusieurs interventions de son pays visant à assurer la cohérence des Stratégies nationales d'adaptation au changement climatique (ACC) et de RRC, notamment: un fonds de survie pour le soutien des plans d'adaptation locaux; des efforts visant à intégrer et à assurer le suivi des politiques et programmes d'ACC-RRC; et des programmes visant à renforcer les dispositions institutionnelles en s'appuyant sur les savoirs autochtones et d'autres sources.

Paul Desanker, CCNUCC, a indiqué que seulement 14 Plans d'action nationaux ont été achevés depuis 2011; qu'il reste donc beaucoup de travail à faire et qu'il faut l'examiner d'un point de vue systémique. Comme exemple d'interdépendance entre développement, climat et risques de catastrophe, il a mentionné l'impact de l'ouragan Katrina sur la baisse de la production de maïs aux États-Unis, poussant le Japon à se tourner vers l'Afrique du Sud pour son approvisionnement en maïs, ce qui a entraîné une hausse des prix et une pénurie de maïs dans les communautés locales en Afrique du Sud.

Loti Yates, Directeur du Bureau national de gestion des catastrophes, Îles Salomon, a déclaré que le gouvernement utilisait des cadres régionaux pour éclairer les stratégies nationales de développement durable et résilient par le biais d'un comité national, de plans provinciaux et de centres opérationnels. Il a ajouté que les catastrophes causées par l'homme créaient des problèmes, citant, par exemple, le cas d'un porte-conteneurs

qui s'est échoué lors d'une tempête, déversant des milliers de litres de pétrole dans le milieu marin. Anais Rouveyrol, de la Communauté du Pacifique, a parlé du Partenariat pour la résilience dans le Pacifique, qui intègre le changement climatique, la résilience et la réduction des risques de catastrophe à travers une approche multipartite éclairée par une évaluation des risques.

Jacob a souligné deux domaines à améliorer: le partage de données et l'intégration des savoirs locaux et autochtones dans les stratégies. De Guzman a souligné la nécessité d'analyser les dépenses liées au changement climatique afin de déterminer les lacunes qui pourraient être comblées par les mécanismes climatiques internationaux. Les conférenciers ont conclu en encourageant l'intégration des stratégies de PAN sur le climat et de RRC et en entreprenant le renforcement des capacités dans tous les secteurs.

SAPMR: Progrès et défis pour atteindre l'objectif G: Peter Felten, Ministère fédéral des Affaires étrangères, Allemagne, a modéré la séance en soulignant l'importance du financement basé sur des prévisions et sur la nécessité de l'interconnexion des SAP. Petteri Taalas, Secrétaire général de l'OMM, a prononcé le discours liminaire résumant les principaux thèmes de la Conférence sur l'Alerte précoce multirisque achevée, notamment, la gouvernance, les investissements et le renforcement des capacités. Il a déclaré que, dans la mesure où environ 90% des catastrophes sont liées au climat, l'OMM a un rôle important à jouer dans ce processus.

Osvaldo Luiz Leal de Moraes, Directeur, Centre national d'alerte précoce et de surveillance des catastrophes naturelles (CEMADEN), Brésil, a déclaré que dans son pays, la préparation et les interventions d'urgence ont évolué, mais que des défis tels que le manque de couverture, la durabilité du réseau et les lacunes dans les capacités techniques existent toujours.

Saima Hossain, Fondation Shuchona, Bangladesh, a parlé de l'inclusion des personnes handicapées dans les activités de riposte aux catastrophes et les systèmes d'alerte précoce, soulignant que ce groupe représente environ 20% de la population. Que tous devraient faire davantage. Elle a déclaré qu'une personne handicapée ne peut pas parler au nom de toutes les personnes handicapées et que, par conséquent, les efforts d'intervention et les refuges doivent être préparés pour toutes sortes de situations.



Des conférenciers lors de la séance de travail sur le thème «SAPMR: progrès à accomplir et défis à relever pour atteindre l'objectif G.». G-D: **Peter Felten**, Allemagne; **Petteri Taalas**, secrétaire général de l'OMM; et **Saima Hossain**, Fondation Shuchona, Bangladesh.



Cynthia Borjas Valenzuela, Municipalité du district central de Tegucigalpa, Honduras

Esline Garaebiti, ministre du Changement climatique, à Vanuatu, a souligné la vulnérabilité particulière du pays et son exposition à plusieurs aléas et a indiqué que son pays disposait d'une équipe chargée des géo-aléas qui surveillait les multiples menaces et promouvait la sensibilisation aux risques dans les écoles. M. Garaebiti a déclaré que les défis en matière d'infrastructure et de financement sont toujours là, et par conséquent le partenariat est essentiel.

Artan a expliqué la concurrence interinstitutionnelle sur le travail de RRC et le SAP, et a souligné la nécessité de cadres nationaux et régionaux facilitant l'appropriation et la planification, en particulier pour les phénomènes saisonniers tels que les inondations. En outre, a-t-il dit, il est nécessaire de disposer de données hydrométéorologiques plus complètes, par exemple, non pas seulement des images satellite montrant la couverture nuageuse, mais également les précipitations totales qui en résultent.

Taalas a déclaré que les frontières restaient un problème et que les acteurs nationaux devaient franchir les frontières pour partager des données et travailler ensemble pour une approche multirisque. Garaebiti a souligné le succès des efforts conjoints menés avec la Nouvelle Calédonie en matière de partage des données sur les tsunamis.

Charles Zangie, cabinet du Premier ministre de Tanzanie, a décrit une loi qui encourage les institutions gouvernementales, les ONG et d'autres parties prenantes à travailler ensemble sur les SAP et les prévisions saisonnières. Il a ajouté qu'ils avaient besoin d'une capacité technique accrue pour s'assurer que tous les membres de la communauté reçoivent les messages, en particulier lors d'inondations saisonnières. Les intervenants ont conclu en présentant leurs observations sur les possibilités offertes par les technologies de téléphonie mobile améliorées, sur la pertinence non seulement de la technologie, mais aussi des réalités sociales de la vie, et sur le lien entre l'alerte précoce et l'action rapide.

Villes à l'avant-garde de la résilience inclusive au climat et aux catastrophes: La Modératrice Maruxa Cardama, Secrétaire générale du Partenariat pour un transport durable et sobre en carbone, a modéré cette session faisant observer que l'urbanisation est la tendance démographique déterminante de ce

siècle et qu'il faut y faire face par une infrastructure résiliente et inclusive.

Aromar Revi, Directeur de l'Institut indien des établissements humains et Coprésident du Réseau des Nations Unies pour des solutions de développement durable, a appelé à une «adaptation transformationnelle» des villes, suggérant que les villes doivent être considérées comme des lieux où le carbone peut être capturé pour éviter de dépasser 1,5 ° C de réchauffement de la planète.

Desmond McKenzie, Ministre des collectivités locales et du développement communautaire et ancien maire de Kingston, en Jamaïque, a évoqué la nécessité de législations nationales et municipales permettant de faire face aux nouvelles réalités environnementales et de développer la résilience des villes. Il a souligné que les gouvernements locaux sont les plus proches des citoyens et jouent un rôle important dans la mise en place de politiques inclusives.

Cynthia Borjas Valenzuela, municipalité du district central de Tegucigalpa, au Honduras, a déclaré que le pays est l'un des plus vulnérables au monde aux catastrophes liées au climat, et a souligné les efforts importants déployés par sa municipalité pour remédier à ce problème, comme la création d'un centre de gestion des risques et la conclusion d'un accord de coopération internationale de 23 millions de dollars avec l'Allemagne, le premier entre l'Allemagne et un gouvernement local au Honduras.

Farah Kabir, ActionAid International, Bangladesh, a décrit les défis auxquels Dhaka est confrontée, qui s'est considérablement développée pour accueillir 20 millions d'habitants, en partie à cause des déplacements de population dans la région. Elle a appelé à une approche globale et systémique, allant de politiques d'adaptation infrastructurelles à des stratégies d'adaptation centrées sur l'être humain, soulignant que les personnes déplacées à l'intérieur du pays sont des populations vulnérables qui ont besoin d'accéder aux services publics. Sami Kanaan, Maire de Genève, Suisse, a décrit les bonnes pratiques qui ont permis à Genève de devenir une ville résiliente, notamment en assurant une coordination efficace entre les parties prenantes et en prenant le temps de tirer les leçons des catastrophes passées. Cependant, il a déclaré que ces pratiques conviennent à des crises qui ont un début et une fin et que, face au changement climatique, le monde est entré dans un état de crise permanente. Une discussion avec l'auditoire a ensuite suivi sur les bonnes pratiques permettant de parvenir à une résilience inclusive au



Farah Kabir, directrice de ActionAid, Bangladesh

climat et aux catastrophes, abordant des questions telles que la manière dont les quartiers informels peuvent être rendus résilients sans affecter les moyens de subsistance des populations.

Revi a déclaré que la «construction sur place» est essentielle pour éviter de déplacer des communautés et a préconisé l'amélioration des services de base dans les environnements urbains et ruraux. McKenzie a souligné la nécessité d'une planification urbaine tenant compte des facteurs sociaux. Kanaan a approuvé, suggérant que même les villes résilientes telles que Genève bénéficient de la planification urbaine pour aider à résoudre des problèmes tels que la croissance démographique et les inégalités sociales. Borjas Valenzuela a ajouté que toutes les initiatives devraient être centrées sur l'individu et son bien-être.

Événements de clôture

Le Prix RISK: Mizutori a expliqué que le Prix RISK, soutenu par la Fondation Munich Re, récompense les projets opérationnels dans le domaine de la RRC tous les deux ans. Le prix de cette année, a-t-elle ajouté, portait sur le thème de la résilience côtière, qu'elle a décrit comme un problème urgent, considérant que 40% de la population mondiale vit à moins de 100 km d'un littoral et que les communautés côtières ressentent le choc du changement climatique et des phénomènes météorologiques qui y sont liés.

Thomas Loster, Président de la Fondation Munich Re, a expliqué que la récompense financière va à la mise en œuvre du projet lauréat et que cette année, 109 candidatures ont été reçues de la part d'ONG, de groupes de réflexion et de programmes de recherche de 48 pays. Après avoir signalé que les deux tiers du Bangladesh sont des zones inondables, il a annoncé le lauréat du prix, Nandan Mukherjee de l'Université de Dundee et Resilience Solution, pour son exposé intitulé «Améliorer le concept de maisons flottantes au Bangladesh». Mukherjee a expliqué que le projet était à l'origine conçu après avoir appris qu'un enfant s'est noyé dans une maison inondée par les eaux de son pays d'origine. La mère de l'enfant, a-t-il poursuivi, n'avait pas d'autre choix que de rester dans son foyer inondé, compte tenu des conditions parfois dangereuses dans les abris d'urgence. À partir de cela, il a déclaré avoir perçu un besoin de rehausser le nombre de maisons résistantes aux inondations. En conclusion, il a souligné la différence entre une maison et un foyer, notant que ce dernier comporte des connotations subjectives telles qu'un sentiment d'appartenance. Il a indiqué que son objectif était d'étudier la possibilité de transformer des maisons flottantes en foyers résidentiels, en commençant par une communauté au Bangladesh et en finissant par l'élargir à l'échelle mondiale.

Cérémonie de clôture: Le Coprésident Sager a présenté les points saillants du résumé des discussions des Présidents et des recommandations de la GP2019. Soulignant que la Conférence a fait le bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la RRC, il s'est dit préoccupé par le fait que bien que 116 pays ont fait état de progrès dans le cadre du Système de suivi du Cadre de Sendai, ces progrès soient trop lents et que jusque là seulement 91 pays ont présenté des rapports sur la mise en place de leur propres stratégies de RRC. Le résumé, a-t-il annoncé, appelle donc à plus d'ambition, d'engagement et de leadership, notamment: l'inclusion des femmes à tous les stades de développement; une planification intégrée à long terme; et un recours accru aux approches fondées sur les écosystèmes. Il a ajouté que le résumé soulignait les conséquences du changement climatique sur la sécurité et que l'action multilatérale demeurerait essentielle pour faire face aux risques de catastrophe. Il s'est félicité de la parité des genres atteinte dans les groupes de discussion de la GP2019, ainsi que de l'évolution de l'intégration des perspectives de RRC et du climat.

Inga Rhonda King, Présidente du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), a exhorté les délégués à



G-D: **Thomas Loster**, président de la Fondation Munich Re; **Mami Mizutori**, RSSG pour la RRC; et **Nandan Mukarjhee**, Université de Dundee

utiliser les délibérations de la semaine pour éclairer les positions respectives de leur pays et présenter des évaluations nationales volontaires au FPHN de 2019, ainsi que pour promouvoir la RRC durant la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, en septembre 2019.

Marwa El-Menshawey, mécanisme d'engagement des parties prenantes de l'ONU-RRC, a appelé à une approche globale de la société et à une participation significative pour accélérer la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Elle a également exhorté toutes les parties concernées à mettre en place des politiques de développement tenant compte des risques, tenant compte des sexes et fondées sur des bases factuelles. Mizutori a conclu la cérémonie de clôture en rappelant que le REP de 2019 suggérait que le risque était complexe et systémique, qu'il exacerbait les inégalités et touchait les plus vulnérables. Elle a exhorté la communauté de la RRC «à être plus convaincue que jamais que notre cause est juste et utile». Elle a clos la GP2019 à 17h49.

Résumé du président

Le résumé indique que les pays ont progressé dans la mise en œuvre du cadre de Sendai, 116 pays ayant présenté un rapport à travers le système de suivi de Sendai. Le résumé indique aussi que 91 pays ont signalé l'élaboration de stratégies de réduction des risques de catastrophe; Il y est précisé cependant que le rythme actuel de mise en œuvre n'est pas assez rapide pour permettre le respect de l'échéance fixée pour l'Objectif E, 2020, et qu'il pourrait retarder la réalisation d'autres objectifs, notamment en compromettant la réalisation des objectifs de développement durable d'ici 2030.

Le résumé met en exergue également la nécessité de faire face aux risques biologiques et cybernétiques émergents.

Le résumé recommande de faire progresser la mise en œuvre du cadre de Sendai, à travers notamment les mesures suivantes:

- réexaminer les approches en matière de risque, notamment par le biais des travaux du groupe de travail technique créé à la GP2019 pour élaborer une liste de terminologie cohérente sur les dangers;
- faire un meilleur usage des données complètes et ventilées, en particulier celles qui concernent les personnes les plus à risque;
- mettre à disposition des données sur les risques permettant de déterminer le prix du risque;
- adopter une approche plus stratégique du développement des capacités des gouvernements et des parties prenantes;

- donner la priorité aux besoins des groupes marginalisés et des groupes les plus exposés au risque, renforcer le leadership des femmes en matière de RRC et institutionnaliser l'engagement des enfants et des jeunes dans ce domaine;
- mettre en place des mécanismes pour une meilleure coopération entre les organismes de médias nationales et les entités des Nations Unies traitant des informations cruciales pour la RRC;
- les gouvernements prennent des mesures pour atteindre l'objectif E du Cadre de Sendai d'ici 2020 (augmentant considérablement le nombre de pays dotés de stratégies de RRC nationales et locales) en cohérence avec les plans d'adaptation nationaux, les contributions déterminées au niveau national et les plans de développement nationaux, et renforçant les rapports systématiques au système de suivi du Cadre de Sendai;
- élaborer des stratégies et des plans locaux qui éclaire les stratégies nationales et qui soient, à la fois, dirigées localement, guidées par les savoirs de la communauté et fondées sur des solutions locales, notamment l'apprentissage entre villes;
- mettre en place une infrastructure résiliente aux catastrophes par le biais d'approches basées sur les écosystèmes qui tirent parti de la complémentarité des infrastructures bleues, vertes et grises et en adoptant des solutions basées sur la nature;
- renforcer la planification et les mesures visant à gérer les risques biologiques, notamment en renforçant les investissements dans des établissements de santé résilients;
- les gouvernements et la communauté internationale accomplissant davantage avec les stratégies et les politiques de RRC dans le domaine de la lutte contre les facteurs et les conséquences des déplacements causés par les catastrophes, y compris les politiques d'atténuation du changement climatique et la compréhension des risques de catastrophe en tant que facteurs de migration;
- les ministères des finances et de la planification assurant l'affectation budgétaire pour la RRC, une plus grande décentralisation des ressources financières aux autorités locales et l'intégration de la RRC dans les stratégies d'aide au développement des pays donateurs;
- intégrer la prévention en tant qu'élément central de la RRC par le biais de politiques fiscales favorisant la résilience, notamment des produits innovants axés sur le marché pour le financement des risques, des normes définissant les responsabilités des investisseurs du secteur privé en matière de réduction des risques et la participation des moyennes, petites et micro entreprises à la RRC;
- reconnaître les conséquences du changement climatique et des catastrophes sur la sécurité et renforcer la résilience dans les pays touchés par un conflit et les contextes fragiles sur la base d'évaluations des risques intégrant catastrophes, risques climatiques et conflits;
- renforcer les moyens techniques, financiers et de renforcement des capacités des PMA, des pays en développement sans littoral et des PEID, notamment en accordant la priorité à la RRC lors de la prochaine phase de mise en œuvre du Processus SAMOA et du Programme d'action de Vienne;
- Reconstruire en mieux par le biais de la participation de la communauté et un esprit d'entreprise soucieux du risque; et
- baser la préparation et la reconstruction sur les données relatives aux sinistres et les évaluations des risques de catastrophe, ainsi que sur la mise en œuvre et l'amélioration des SAPMR.

Le résumé souligne enfin la nécessité d'une évaluation à mi-parcours du cadre de Sendai. Il reflète les appels des participants au Sommet pour l'action sur le climat de 2019 et à la Conférence



Les officiels célébrant la conclusion réussie de la GP2019. G-D: **Marwa El-Menshawey**, Mécanisme des parties prenantes de l'UNDRR; **Mami Mizutori**, RSSG pour la RRC; Coprésident **Manuel Sager**, secrétaire d'État et directeur général de la Direction du développement et de la coopération, Suisse; et **Kirsi Madi**, directrice, UNDRR.

des parties à la CCNUCC d'affirmer le rôle de la RRC dans l'intensification des mesures d'adaptation au changement climatique et à la résilience, et de faire en sorte que la RRC soit pleinement intégrée dans la mise en œuvre des ODD.

Réunions à venir

Dix-huitième Congrès météorologique mondial (Cg-18): Le dix-huitième Congrès météorologique mondial (Cg-18) se tiendra du 3 au 14 juin 2019 au Centre de conférences international de Genève (CICG). Les sujets de discussion comprennent le système mondial d'alerte multirisque (SMAP), le système SAPMR, le système de suivi de l'état hydrologique (HydroSOS) et d'autres sujets. **dates:** 3-14 juin 2019 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** World Meteorological Organization Secretariat **www:** <https://public.wmo.int/en/eighteenth-world-meteorological-congress-cg-18>

Édition 2019 des Villes résilientes: 10ème Forum mondial sur la résilience urbaine et l'adaptation: Villes résilientes 2019 marquera le 10e anniversaire du Forum mondial sur la résilience urbaine et l'adaptation, qui se déroulera sur trois jours du 26 au 28 juin 2019. L'objectif principal de la série de congrès sur la résilience urbaine des villes est de servir de forum mondial pour la mise en œuvre de la résilience. **dates:** 26-28 juin 2019 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** ICLEI – Local Governments for Sustainability **téléphone:** +49-228 / 976299-28 **courriel:** resilient.cities@iclei.org **www:** <https://resilientcities2019.iclei.org/>

Édition 2019 FPHN: le Forum traitera du thème «Donner aux gens les moyens d'action, assurer l'inclusion et l'égalité». Il procédera à un examen approfondi des objectifs 4 (éducation de qualité), 8 (travail décent et croissance économique), 10 (réduction inégalités), ODD 13 (action pour le climat) et ODD 16 (paix, justice et institutions fortes), en plus de l'ODD 17 (partenariats pour les objectifs), qui est réexaminée chaque année. Le Forum examinera notamment le Rapport mondial sur le développement durable (GSDR), publié tous les quatre ans. **dates:** 9-18 juillet 2019 **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for SDGs **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** <https://sustainabledevelopment.un.org/contact/> **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2019>

51ème session du GIEC: La 51ème session du GIEC devrait approuver le résumé à l'intention des décideurs du Rapport spécial sur l'océan et la cryosphère dans un climat en mutation. **dates:** 20-23 septembre 2019 **lieu:** Principauté de Monaco **contact:** IPCC Secretariat **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **télécopie:** +41-22-730-8025/13 **courriel:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch/>

Sommet des Nations Unies pour l'action sur le climat: Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, convoquera ce sommet pour mobiliser les énergies politiques et économiques aux plus hauts niveaux afin de faire progresser l'action climatique qui permettra la mise en œuvre de nombreux objectifs du Programme 2030. Le sommet se réunira sur le thème «Edition 2019 du Sommet de l'action pour le climat: une course que nous pouvons gagner. Une course qu'il faut gagner». **date:** 23 septembre 2019 **lieu:** siège de l'ONU, New York **www:** <https://www.un.org/en/climatechange/>

FPHN sous l'égide de l'Assemblée générale des Nations Unies: L'Assemblée générale tiendra une réunion du FPHN au niveau des chefs d'État et des gouvernements pour examiner, entre autres points, le Rapport mondial sur le développement durable, publié tous les quatre ans. **dates:** 24-25 septembre 2019 **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for SDGs **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** <https://sustainabledevelopment.un.org/contact/> **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/summit2019> et <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2019>

Edition 2019 de la Conférence sur les risques climatiques en Afrique: La Conférence sur les risques climatiques en Afrique 2019 (ACRC2019) se réunira sous le thème «Éliminer les obstacles posés à une action urgente d'adaptation au changement climatique». La Conférence vise à diffuser les résultats et les idées issus des recherches scientifiques et celles sur l'adaptation en Afrique et à fournir un forum pour la détermination des priorités communes dans la recherche climatologique en Afrique pour le développement, à travers des discussions conduites par l'Afrique. **dates:** 7-9 octobre 2019 **lieu:** Addis Abeba, Ethiopie **www:** <https://www.africanclimaterisksconference2019.org/>

Edition 2019 de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP 25 de la CCNUCC): La 25e session de la Conférence des parties (CdP 25), la 15e réunion de la Conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole de Kyoto (RdP), et la deuxième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties à l'Accord de Paris (RdPA) se réuniront pour examiner la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de la Convention. **dates:** 2-13 décembre 2019 **lieu:** Santiago, Chili **contact:** UNFCCC Secretariat **téléphone:** +49-228-815-1000 **télécopie:** +49-228-815-1999 **courriel:** Secretariat@unfccc.int **www:** <https://unfccc.int>

CDP 15 de la CDB, CDP/RDP 10 du Protocole de Carthagène et CDP/RDP 4 du Protocole de Nagoya: La 15ème réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB 15), la dixième Réunion des Parties (CdP/RdP) 10) au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et à la quatrième Réunion des Parties (CdP/RdP 4) au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages devraient traiter d'une série de questions liées à la mise en œuvre de la Convention et de ses protocoles, et adopter le cadre mondial pour la biodiversité post-2020. **dates:** 5-20 octobre 2020 **lieu:** Kunming, Chine **contact:** CBD Secretariat **courriel:** secretariat@cbd.int **www:** <https://www.cbd.int/>

Edition 2020 du Forum de Understanding Risk: Understanding Risk est une communauté mondiale de plus de 8 000 experts et praticiens actifs dans la création, la communication

et l'utilisation d'informations sur les risques de catastrophe. Plus de 1000 représentants du monde entier y sont attendus. L'événement de cinq jours est répartie en trois jours pour la conférence principale et deux jours consacrés aux manifestations parallèles dirigés par la communauté. **dates:** 18-22 mai 2020 **lieu:** Singapour EXPO, Singapour **www:** <https://understandrisk.org/event/ur2020/>

Edition 2020 de la Conférence ministérielle Asie-Pacifique sur la réduction des risques de catastrophe: La Conférence ministérielle Asie-Pacifique de 2020 sur la réduction des risques de catastrophe (APMCDRR) devrait mettre l'accent sur la nécessité d'une action locale et inclusive pour renforcer la résilience des communautés face aux risques croissants de catastrophe. Elle réunira plus de 2 000 délégués de plus de 50 pays, principalement de la région Asie-Pacifique - région du monde la plus exposée aux catastrophes - et sept des dix pays ayant enregistré le plus grand nombre de décès liés aux catastrophes en 2018. **dates:** 23-26 juin 2020 **lieu:** Brisbane, Queensland, Australie **www:** <https://www.unsipc.org/archive/64661>

Septième session de la plate-forme mondiale sur la réduction des risques de catastrophe: La plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe est le rassemblement le plus important du monde sur la réduction des risques de catastrophe et le renforcement de la résilience des communautés et des nations. Elle a lieu tous les deux ans. **dates:** 2021, dates exactes à confirmer **lieu:** à confirmer **contact:** UNDDR Secretariat **www:** <https://www.unddr.org/we/coordinate/global-platform>

Pour d'autres réunions, consulter <http://sdg.iisd.org>

Glossaire

GRC RRC	Réduction des risques de catastrophes naturelles
SAP	Système d'alerte précoce
RAP	Rapport d'évaluation mondial sur la réduction des risques de catastrophe
GP2019	Sixième session de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe
FPHN	Forum politique de haut niveau sur le développement durable
DI	Déplacés internes
PMA	Pays les moins avancés
SAPMR	Système d'Alerte précoce multirisques
ODD	Objectif de développement durable
PEID	Petits États insulaires en développement
RSSG	Représentant spécial du Secrétaire général
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
ONU-RRC	Office des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMM	Organisation météorologique mondiale
WMO	World Meteorological Organization